

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhésion de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Vive la rue !

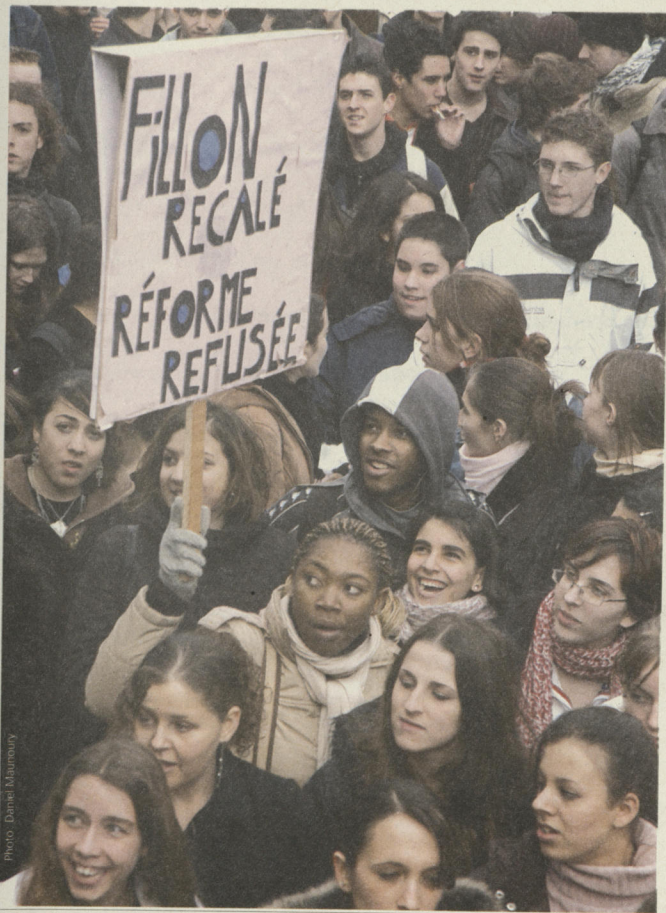


Photo: David Maunoury

Éducation
Construire
un autre avenir

Terroristes
La police fait régner
la terreur

Berlinale 2005
L'Afrique se raconte

M 02137 - 1387 S - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Les luttes d'aujourd'hui se nourrissent des expériences d'hier, elles préfigurent aussi la société de demain. »

hebdo n° 1387

du 24 février au 2 mars 2005

Sommaire

- Non, non, non, Oui, oui,** par Virginie Benito, page 3
- L'école, c'est l'avenir,** par des enseignants, page 4
- La vie ordinaire des ouvriers,** par Jean-Pierre Levaray, page 5
- L'autisme en France,** par Claude et Laurence, page 6
- Le coup de patte de **l'autruche,** par Frédo Ladriss, page 6
- Les nouvelles des fronts** ne sont toujours pas bonnes, par Hugues, page 7
- L'Europe des capitalistes n'est pas virtuelle,** par Justhom, page 8
- Une mutuelle pour la fraude,** par le RATP, page 9
- Le bracelet électronique **ou la prison,** par P. Schindler, page 11
- L'éthique des encagoulés,** par J.-M. Raynaud, page 12
- La terre ou... **la bible,** par Joël Grouffaud, page 14
- Les premiers ouvriers anarchistes mexicains,** par Oli, page 15
- Connaissance de l'Irak,** par Laurent Fouillard, page 16
- L'entraide, ça se vit aujourd'hui,** par Nestor Potkine, page 17
- Carmen à Berlin,** par Heike Hurst, page 19
- Agenda,** page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

	France et DOM-TOM	Pli fermé (France)	Étranger
3 mois, 13 n ^{os}	20 €	32 €	27 €
6 mois, 25 n ^{os}	38 €	61 €	46 €
1 an, 45 n ^{os}	61 €	99 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais - Commission paritaire n° 0609 C 80740 - Imprimerie EDRB (Paris)

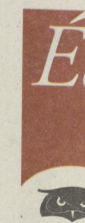
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Les lycé
ras-le-b
irrespon
leur exis
parvenu
voudrait
tèlement
entamer
angoisse
Alors on
leurs rep
rompre s
décrétant
taires por
force. Tou
ment de l
L'État vu
Gaymard
verneme
pompe à
économi
Seillière
taines d'i
« Il faut
L'interven
jour un m
dus. Il fa
ses sbires
lâchent le
place dan
nous aute
abolissant
productio
vices publi
d'énergie.
Selon la
trop de ta
quelles ta
s'agit prin
prises, la
qui ne so
tée, des r
dits touch
revoient à
hautes, co
classes sup
Ainsi nous
tiples vit
sociales en
de se creus
d'en bas »
moins en
France d'e
tousjours p
ments don
formes de



Éditorial



Les lycéens ont encore une fois exprimé leur ras-le-bol de se voir pris pour des cons, des irresponsables inconscients de ce que sera leur existence une fois leur parcours éducatif parvenu à leur terme. Le clan gouvernemental voudrait résumer leur lutte, contre le démantèlement du service public éducatif que veut entamer la loi Fillon, à l'expression d'une angoisse de potaches face à leurs examens. Alors on suspend la réforme du bac, on invite leurs représentants syndicaux à venir se corrompre sous les ors de la République, tout en décrétant l'urgence sur les débats parlementaires pour tenter de faire passer le projet en force. Tout pour ne pas retarder le désengagement de l'État de l'Éducation nationale.

L'État vu par messieurs Chirac-Raffarin, Gaymard, Fillon, et autres margoulins gouvernementaux, n'est qu'une gigantesque pompe à fric servant à alimenter la machine économique qu'ils cogèrent avec le baron Seillière et ses maîtres des Forges, les capitaines d'industrie et les financiers.

« Il faut que les Français se désintoxiquent de l'intervention de l'État », proclamait l'autre jour un ministre de ce gouvernement de vendus. Il faudrait d'abord pour cela que l'État et ses sbires se désintoxiquent de nous, nous lâchent les baskets pour aller rejoindre leur place dans les poubelles de l'Histoire. Laissez-nous autogérer la machine économique en abolissant la propriété privée des moyens de production, et nous saurons organiser les services publics d'éducation, de communication, d'énergie, etc. de façon égalitaire.

Selon la propagande libérale, l'État prélève trop de taxes. Ceci est vrai, mais il faut voir à quelles taxes le gang libéral veut s'attaquer. Il s'agit principalement des taxes sur les entreprises, la taxe professionnelle entre autres, qui ne sont qu'une redistribution, très limitée, des richesses produites. Quand ces bandits touchent à l'impôt sur le revenu, ils ne reviennent à la baisse que les tranches les plus hautes, celles qui ne concernent que les classes supérieures et moyennes supérieures. Ainsi nous construisent-ils un monde à multiples vitesses où l'abysse des inégalités sociales entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser. Ainsi veulent-ils que la « France d'en bas » se résigne à ne recevoir que de moins en moins de solidarité de la part de la France d'en haut qui l'exploite, tout en étant toujours plus écrasée de taxes et de prélèvements dont se goinfrent les entreprises sous formes de subventions et de marchés.

Non, non, non à la réforme Fillon ! Oui, oui, oui à notre éducation !

QU'EST-CE QUI LEUR PREND, à tous ces jeunes, à réclamer de l'éducation, plus de profs, plus de pions ? Les temps ont-ils tellement changé ? Les vieux slogans de 68 qui faisaient remettre en cause l'école et ses profs jugés réactionnaires sont-ils complètement dépassés ? C'est à s'énerver ! D'ailleurs je me suis énermée (quand tous ces lycéens gueuleraient-ils : « Oui, oui, oui à la révolution ») et puis en y réfléchissant, j'ai trouvé que c'était très révélateur.

Révélateur d'une époque où les plus pauvres sont les premiers touchés, où on brade les services publics et les acquis sociaux. Révélateur d'une prise de conscience d'une inégalité profonde entre ceux qui ont le droit à l'éducation, celle qu'ils veulent, comme ils veulent, qui peuvent s'attendre à un passage plus ou moins harmonieux dans le monde de leurs aînés, ceux qui à tout coup réussiront. Les héritiers, aurait dit Bourdieu.

Et puis les autres, la plupart de ceux qui défilaient en flot continu (quelque 60 000) le mardi 15 février (jour de présentation à l'Assemblée du plan Fillon) dans les rues de Paris. Ceux qui se rendent compte que, malgré leurs efforts pour s'intégrer dans ce monde, on leur fermerait toutes les portes les unes après les autres.

Aux uns, l'insouciance d'étudier dans de beaux bâtiments, avec le seul souci de savoir quelle option choisir...

Aux autres, les classes surchargées, les voies de garage, les filières professionnelles, la délégation et le mépris.

En effet, qu'est-ce d'autre que le plan Fillon, sinon la mise en place attendue de l'école à l'anglo-saxonne ? Du côté des élèves, c'est le bac à deux vitesses, l'orientation précoce vers l'entreprise et, pour les plus jeunes, le risque de disparition de l'école maternelle. Pour les enseignants, précarisation des statuts, le non-remplacement des départs en retraite. La paupérisation des contenus avec le socle minimal de

connaissances, la suppression des options les moins rentables, pour les classes populaires, l'ouverture de nouvelles grandes écoles pour les enfants des classes dirigeantes. La sempiternelle « lutte des classes », dont on nous dit qu'elle est dépassée, était toute rassemblée dans cette manif à majorité lycéenne.

Des lycéens avides d'éducation, de propositions (les militants gauchistes présents avec tracts et journaux ne s'y sont pas trompés !) et pas troublés le moins du monde par le déploiement massif et agressif des CRS.

En effet, les jeunes font d'autant plus peur qu'ils ne sont ni contrôlés ni contrôlables.

Il y avait bien aussi quelques enseignants, en grève (ou en vacances), venus presque par hasard, surpris eux-mêmes par l'ampleur de cette manif, par l'énergie soudaine de ces gamins.

Ils se demandaient peut-être quand viendrait le moment où leurs collègues et leurs syndicats bien rangés seraient prêts à se battre pour cette justice sociale qu'ils appellent de leurs vœux. Enfin, quand les syndicats prendraient la mesure de ce qui est en train de se développer sous leurs yeux et qui risque encore une fois de se passer sans eux : le sursaut d'une jeunesse avide de justice sociale.

La coordination lycéenne a, depuis, décidé de manifester tous les mardis. Fillon serait prêt à revenir sur le projet de modification du bac, c'est bien peu par rapport à l'ensemble de la loi.

De l'assiduité des lycéens à manifester, de la capacité des syndicats à mobiliser de façon unitaire dépendra sûrement le retrait du plan Fillon. Pour le reste, il faudra encore attendre que l'ensemble des salariés reprennent eux aussi le goût de la rue et de la lutte, ce n'est qu'un début...

Virginie Benito
groupe de Rouen



Photo Daniel Maunoury

Nous voulons une école où chaque jeune pourra construire son avenir



Photos Daniel Maunoury

NOUS, SIGNATAIRES DE CE TEXTE, avons, séparément ou ensemble, fait des propositions convergentes pour construire une école pour la réussite de tous les jeunes.

Nous contestons avec force les propos du ministre de l'Éducation qui prétend qu'il n'y a pas d'alternatives à son projet de loi.

Nous dénonçons l'incapacité de l'actuel projet de loi à transformer l'école, à lui donner une ambition à la hauteur des défis éducatifs, politiques, économiques, écologiques et sociaux que les citoyens du XXI^e siècle vont devoir affronter.

Les mesures avancées sont passistes et conservatrices: la suppression des TPE (travaux personnels encadrés) en terminale et le retour des punitions collectives allaient déjà dans ce sens.

Faire porter aux familles et aux élèves la responsabilité de l'échec est inacceptable.

Permettre de recourir au redoublement, chaque année, dès le cours préparatoire, ne résoudra ni la question de l'apprentissage diversifié des élèves ni la question de l'échec scolaire.

Confondre, avec la note de vie scolaire, sanction et éducation, respect des règles et engagement citoyen, est un retour en arrière.

L'école à laquelle nous croyons ne peut accepter de laisser des élèves au bord du chemin. Elle refuse toute orientation précoce pendant la scolarité obligatoire et toute reconstitution de filières ségréguatives.

Nous continuons d'exiger le maintien d'une scolarité commune de la maternelle à la 3^e.

Nous continuons d'exiger de faire vivre l'organisation scolaire par cycles permettant la différenciation des interventions pédagogiques et l'accès aux connaissances et compétences selon le rythme de chacun.

Nous continuons d'exiger que les contenus des connaissances et des compétences soient réactualisés, que les formes d'évaluation soient diversifiées, y compris pour le baccalauréat, et que les missions et la formation des enseignants soient redéfinies, favorisant en particulier l'accompagnement individualisé des élèves dans leur processus d'apprentissage.

Le système éducatif reste aujourd'hui à transformer en profondeur. Ce projet de loi ne le permettra pas. Il ne trace aucune perspective d'avenir pour l'école du XXI^e siècle. Il ne crée pas les conditions de la réussite de tous les élèves, il n'a ni vision prospective ni ambition pédagogique et citoyenne.

Pourtant, de nombreuses pratiques innovantes, peu valorisées par l'Éducation nationale, fonctionnent avec succès dans des écoles, des collèges et des lycées: elles témoignent qu'il est possible de se préoccuper de l'avenir de chaque élève sans réduire les exigences scolaires.

Une école qui se soucie de chacun, qui l'accompagne au plus haut niveau possible, qui participe à la construction du futur citoyen, qui fait travailler ensemble tous les acteurs de la communauté éducative, c'est possible!

C'est cette école-là que nous voulons promouvoir avec toute la nation!

CEMEA, CRAP, Éducation & Devenir, FCPE, FOEVEN, Francas, GFEN, ICEM-Pédagogie Freinet, La Ligue, OCCE, PEEP, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNPDEN



Scène de la vie ordinaire

CETTE SCÈNE n'est pas exceptionnelle, je dirais même qu'elle a tendance à se reproduire souvent à travers la France, voire dans toute l'Europe: une manif de salariés d'une usine qui ferme.

Sur la place du Boulingrin, à Rouen, la quasi-totalité des ouvriers qui sont licenciés sont là (174), avec leurs familles et des délégations venues les soutenir. Ce n'est pas la première manif, loin s'en faut, ni la dernière, mais il va falloir faire monter la pression. La semaine dernière, il y avait 500 manifestants; samedi 5 février, pour la manif des 35 heures, ils avaient fait impression en tête de manif, avec leurs tambours et leurs fumigènes. Aujourd'hui, il y a moins de monde mais ce sont les vacances, et il est encore tôt dans l'après-midi.

Ça fait trois semaines que les ouvriers occupent leur usine, mais ça fait déjà des mois qu'ils sont sur la sellette. Yorkshire Chemical avait acheté leur usine, dans les années 90, lors de la cession par Kuhlman de cette partie de l'entreprise. Aujourd'hui, le patron de Yorkshire a mis la clé sous la porte. Il s'est tiré, a disparu, en laissant les caisses vides et sans même proposer de plan social. Un patron voyou, comme on dit, qui a fermé ses deux sites; à la suite d'une mauvaise gestion et d'une volonté de délocaliser ailleurs, là où l'ouvrier est, pour l'instant, moins cher. Une liquidation judiciaire et, pour les salariés, rien. C'est même pire sur le site fermé en Angleterre, puisqu'ils avaient une « retraite société » et que la fermeture entraîne la disparition de cette future retraite.

Les dettes sont tellement importantes qu'il ne peut pas y avoir de repreneur, malgré un carnet de commandes rempli. C'est fini pour l'usine Yorkshire. Lorsque le liquidateur a annoncé la fermeture pure et simple de l'usine, les salariés ont aussitôt décidé l'occupation. Tas de palettes en flamme à l'entrée, interdiction d'entrer. Ça n'a pas été simple, particulièrement avec l'usine d'à côté, elle-même fragilisée par cette fermeture, mais il y a eu des discussions. Il y a eu des prises de parole, des rencontres de délégations d'autres boîtes. Les salariés se sont mis à militer, à aller de boîte en boîte pour expliquer la situation.



Les rencontres ont été chaleureuses et intéressantes, pour tout le monde.

Il y a eu cette journée portes ouvertes, aussi, pendant laquelle 300 à 500 (pour les plus optimistes) visiteurs sont passés pour les soutenir. On a vu que le boulot, qui consiste à fabriquer des pigments et des colorants, n'était pas terrible. Et puis, le soir, il y a eu le concert des Gets. Sympa.

Aujourd'hui, ils sont là. Un tracteur bariolé tire une remorque sur laquelle huit mecs tapent sur des bidons, à la manière des Tambours du Bronx. Dans une deuxième camionnette ce sont des enfants des salariés qui tapent sur des bidons. Les ouvriers de Yorkshire sont reconnaissables, ils ont pour la plupart des bardières et des gilets jaune fluo et ils ont presque tous entre 45 et 55 ans. Sur la banderole, il est demandé un plan social. « Usine liquidée mais salariés debout! », disent-ils. Tout le monde semble déterminé et pas encore fataliste. Ils ne veulent plus bosser dans cette boîte (ils semblent en avoir fait leur

deuil), mais comment peut-on vouloir continuer à bosser là, lorsque la peau prend la teinte du pigment fabriqué, lorsque l'amiante a déjà atteint des copains, lorsqu'on se fait jeter comme une vieille chaussette, lorsqu'on était 1200 et qu'on n'est plus que 174?

Ce que les manifestants veulent c'est que la préfecture, l'État, la région fassent ce que leur patron n'a pas fait, et qu'ils ont laissé faire. Qu'ils leur garantissent l'intégralité des primes de licenciements, des reconversions, des retraites anticipées, etc., que la liquidation du site serve à financer ce plan social, qu'un plan amiante soit reconnu sur le site.

Le long de la manif, qui dure plus de deux heures, on sent comme une tension qui monte, certains des ex-Yorkshire s'énervent, ils balancent du matériel de labo, jettent les autocollants qu'on plaçait sur les fûts qui sortaient de l'usine (« poison », « corrosif », « dangereux »), ils jettent des rouleaux de papiers, de tissus (« pas très écolo », me dit une manifestante près de moi), il y a des feux d'artifice, certains jouent aux picadors avec les voitures croisées, d'autres jettent des bouteilles plastiques comme autant de pavés. C'est bien simple, il y aurait des flics, il y aurait finalement.

Une fois à la préfecture, une délégation est reçue. Tout le monde attend. Les réponses de l'administration ne sont pas à la hauteur des revendications: il s'agit juste du minimum légal.

« Nous resterons mobilisés jusqu'à l'obtention de notre dû », dit un manifestant au mégaphone. « Après plus de vingt-cinq années passées dans cette boîte, on ne peut pas nous jeter comme ça », dit un autre.

Puis, parce qu'on ne peut pas se quitter comme ça, une chorale de salariés s'installe et chante (sur l'air du *Pénitencier* de Johnny, évidemment): « Les portes de la vieille usine/bientôt vont se refermer/ et c'est là que j'ai passé ma vie/ comme tous les gens ici/.../ ô mères... Écoutez-moi/ Ne laissez jamais vos enfants/ Travailler dans une usine pourrie/ Ils seront toujours perdants. »

Jean-Pierre Levaray

L'autisme français

« EN FRANCE, les personnes atteintes d'autisme subissent de graves préjugés. De nos jours, elles ne sont pas bien prises en charge, non par insuffisance de moyens mais parce que placées d'emblée dans le secteur de la psychiatrie. Bien que l'autisme soit considéré comme un handicap depuis 1996, dont le problème est neuro-développemental avec origine génétique, son approche reste très peu scientifique. Des méthodes anglo-saxonnes de prise en charge, par exemple, ont fait leur preuve depuis des décennies mais la France reste actuellement sur un modèle largement inspiré de la psychanalyse: toutes les catégories de professionnels appartenant aux divers champs de la petite enfance, du médico-social, de la psychiatrie, sont abondamment formées dans le sens d'un « problème de l'attachement » (entendez « attachement mère-enfant ») pour expliquer l'autisme. Bien que certains ne l'affirment pas clairement devant les parents, en effet de mieux en mieux informés, c'est ce qui ressort de la vision française de l'autisme. Pour les professionnels issus de cursus sciences humaines, l'attachement (!) à des notions d'ordre subjectif, surtout ayant attiré à l'enfance, ne leur permet pas d'avoir une curiosité face aux avancées scientifiques concernant l'autisme. Les « sciences dures », les neurosciences en premier, leur apparaissent trop envahissantes dans leur volonté de vouloir expliquer ce qui pour eux est de leur champ de compétence: la conscience, l'intentionnalité, les émotions, Ceci étant, pour eux, du domaine du « psychisme ». Les professionnels du sanitaire utilisent une classification spécifique à la France, ignorant celles utilisées dans le monde entier, dans un parfait « autisme », étant les seuls à qualifier de psychotiques les personnes atteintes d'autisme.

Ceci va à l'encontre de toutes les connaissances actuelles sur l'autisme: c'est un trouble envahissant du développement qui se caractérise par des anomalies au niveau des interactions sociales, du langage et une certaine rigidité de

pensée. Les autistes sont handicapés, ils ont donc besoin d'une prise en charge adaptée: structuration du temps et de l'espace, pour plus de prévisibilité, des outils visuels, des méthodes d'analyse du comportement, d'éducation structurée permettent, entre autres, de grandes améliorations en terme d'autonomie.

L'approche de l'autisme en France (au-delà du clivage « sciences dures » « sciences molles », pourtant intéressant en ce qu'il permet une réflexion sur ce qui est de l'ordre du scientifique et du « philosophique ») est dramatique: des personnes atteintes d'autisme se retrouvent placées en psychiatrie de l'enfance à l'âge adulte, sous camisole chimique, pour des troubles du comportement qui ne sont pourtant que les conséquences d'« une prise en charge » complètement inadaptée et destructrice: destructrice pour les personnes atteintes d'autisme, destructrice pour leurs parents, conscients qu'on n'offre à leurs enfants aucun avenir. Il faut savoir que beaucoup meurent trop précocement, n'ayant jamais appris à utiliser des moyens alternatifs pour communiquer, souffrant sans pouvoir l'exprimer, sans éducation, internés dans des conditions parfois inhumaines, toujours inacceptables.

Les personnes atteintes d'autisme doivent avoir des prises en charge comportementalistes, spécifiques à leur handicap qui prennent en compte les recherches en neurosciences et un droit absolu à l'éducation.

Dernière minute: la situation n'est pas prête de s'améliorer. Le 5 février 2005, lors d'un forum de psychanalystes, Douste-Blazy a annoncé sa décision de supprimer du site du ministère de la Santé un rapport de l'Inserm qui prouve la supériorité des théories comportementalistes par rapport à la psychanalyse pour de nombreuses pathologies dont l'autisme.

Claude, groupe La Sociale Rennes et Laurence (Autisme 35)

parents d'un petit garçon autiste de 5 ans.

Quand l'autruche éternue...

Silence

« J'essaie, sans élever la voix, d'être au-dessus de la mêlée. » Fabius.

Parfois me prend l'envie de hurler à la face du monde que je suis, naturellement, excessivement supérieur aux cancrelats qui tiennent le Parti socialiste. Mais ce serait, il me semble, leur accorder une importance que, bien entendu, ils n'ont pas. Aussi j'ai fait le choix de hurler en silence. L'essentiel, c'est qu'on m'entende.

Méthode

« Tout gouvernement n'aime pas voir les adolescents dans la rue. D'abord, parce qu'il y a des risques pour eux. » Fillon. Changement de méthode: avant, on prenait le temps de tuer un jeune ou deux pour décourager les autres de manifester. Maintenant on les menace tous.

Des parents

« Des parents préfèrent acheter eux-mêmes le cannabis pour leurs enfants afin d'être sûrs qu'au moins il sera de bonne qualité! » Xavier Pommereau, psy outré.

Certains parents poussent le contrôle jusqu'à goûter la chose, pour être sûrs de pas refiler de la daube à leurs gosses. Deux ou trois cônes plus tard, ils se disent que de la bombe pareille, ça serait vraiment dommage que les gamins la gâchent avec leurs petits sticks de prépubères. Allez chéri, on se la garde.

120 Robert, 120

« Quand on veut obtenir 100, on demande 120. » Raffarin.

C'est pour ça, j'ai dit à Robert: t'es dehors et tu fais la manche, demande pas 100 balles, demande au moins 120. 120, Robert, c'est important, c'est Raffarin qui le dit. Si tu demandes 100 balles t'auras rien, si tu demandes 120 c'est pareil mais au moins t'es pas ridicule. Raffarin, regarde-le, franchement: est-ce qu'il est ridicule?

Police moderne

« Cela fait longtemps qu'on attache plus les gens aux radiateurs. » Patrick Mauduit, Synergie Police.

Maintenant c'est les radiateurs qu'on attache aux gens.

Sous-marin rose

« Les jeunes sont plutôt sur le oui, mais lorsqu'ils verront que José Bové et les altermondialistes d'ATTAC votent non, ils peuvent nous rejoindre. » Krivine.

Fut un temps, il était mal vu de dénoncer ATTAC, de n'y voir qu'un sous-marin de plus dans la flotte trotsko-socialo-réformarde. On se faisait traiter de parano, de grand malade. Aujourd'hui ATTAC opère une remontée en surface, espérons qu'elle réussisse. Nous pourrions enfin deviner, sous la nouvelle couche de peinture, les noms de ses anciens propriétaires, SOS Racisme, DAL, Ni putes ni soumises, etc.

Fais tourner

« Tapi dans la mangrove scolaire est le grand Léviathan de l'enseignement français, sorte de monstre du Loch Ness ou de cœlacanthe des mers du Sud, l'indestructible Golem... » Julliard, chroniqueur au *Nouvel obs'*.

Et après ça le père Julliard essaiera de nous faire croire que le shit, c'est pour ses gosses.

Frédo Ladrisse

(sources: le *Nouvel Observateur*, le *Parisien*, *Politix*)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Nouvelles des fronts



DAVOS, rendez-vous annuel de la voyouterie internationale, lieu d'invention de nouveaux concepts d'exploitation. Le dernier né, le capitalisme compassionnel, rien que ça, un capitalisme qui compatit, on aura tout entendu. À quand un capitalisme qui culpabilise, qui se repentit? On nous prend pour des cons ou quoi? Car après le capitalisme, ce sera la gestion des ressources humaines compassionnelle, les plans « sociaux » compassionnels!

Il suffit d'ouvrir les yeux et de lire la presse pour vite s'apercevoir que cette compassion-là est une nouvelle arnaque pour les naïfs et les valets du capital. J'en veux pour preuve les dernières nouvelles des fronts. Chine, conditions de travail épouvantables dans les mines: 200 morts... Le capitalisme rouge lui aussi compatit. Grande-Bretagne, Alstom ferme ses usines, 540 emplois de perdus d'ici à la fin 2005. Espagne, 4100 emplois changés en pré-retraites aux chantiers navals Izar, autant de boulot en moins même si les 4000 ne s'en sortent pas trop mal. Suisse, délocalisation du ré-assureur Swiss-Re, 160 liquidations de postes annoncés. Europe, le groupe Alcan (ex-Pechiney) restructure, 2200 suppressions à l'horizon 2006. En Allemagne aussi, ça compatit: les travailleurs de Siemens vont devoir travailler deux heures de plus par semaine sans contrepartie financière suite à un accord (avec qui?) qui garantirait l'emploi. Dans le même temps, on apprend qu'en moyenne les travailleurs allemands ont perdu 2,2 jours de congé en 2004 soit 75 millions de journées de travail récupérées par le capitalisme compatissant. Et y'en a qui se plaignent pour un petit lundi!

En Belgique aussi le chantage continue, quatre usines belges d'automobiles (Ford, Opel, Volvo et Volkswagen... Boycott, nom de Dieu!) réclament une baisse des charges sociales entre 10 et 12 %. Elles menacent, à mots couverts, en cas de refus, une seule solution la délocalisation... Et, pendant ce temps-là,

les patrons de Wall Street ont vu leurs salaires augmenter de 30 %. À ce tarif, je prends le pari, y'en a plus d'un prêt à compatir.

De ce côté de la ligne bleue des Vosges, le capitalisme compatit aussi: 760 000 accidents du travail par an dont 600 morts. Nina Ricci invente le loto tueur. Tu remplis ta grille toi-même, tu donnes ton âge, ton ancienneté, ton nombre d'enfants à charge, etc. T'es viré... À ce jour on annonce deux cents gagnants. Ça fleure bon la compassion, n'est-ce pas? Tu te vires tout seul; pour rester, il fallait être autrement... plus jeune, moins vieux, à toi de te débrouiller. T'as qu'à changer! SNCM (transport maritime), 260 suppressions de postes à la clé. La raison du sacrifice, 28 milliards d'euros de déficit, sans doute détournés par le personnel.

Pendant qu'Hervé Gaymard déménage, charité bien ordonnée commence par soi-même, pour éviter que l'impôt sur le revenu ne flambe, Devedjian, l'ex du groupuscule d'extrême droite Occident, pense à notre bonheur de consommateur et au bien-être des salariés de la distribution. Il propose que les magasins de prêt-à-porter soient ouverts le dimanche. Il va falloir plein de petits H & M pour occuper les entrepôts et un peu de solidarité pour refuser d'acheter le jour du Saïgneur.

Et, pendant ce temps-là, les actionnaires de France Télécom compatissent, leurs dividendes ont en effet augmenté de 43 %. Ne serait-ce pas plutôt, si on en croit les faits et les chiffres, un capitalisme jubilatoire? N'est-ce pas, baron, compassion piège à con!

Il reste donc quelques châteaux à brûler. Certains s'y essaient encore avec timidité. Dans les Hauts-de-Seine, fief du ci-devant Sarko, 300 agents de l'hôtel du département ont chahuté leur nouveau roi, qui dans le cadre des pouvoirs que lui confère la démocratie, a baissé arbitrairement certaines primes et supprimé onze jours de congés annuels afin de

réaliser sur deux ans 6 % de productivité. À ce train-là, y'a du sabotage et de la grève du zèle dans l'air.

Snecma, manifestation de 500 ouvriers à Corbeil-Essonnes (91) contre la politique salariale. Avant-première, la directive Bolkestein 1 à l'essai et à l'échec. En Suède, les syndicats du bâtiment après le blocage d'un chantier ont eu gain de cause. L'entreprise lettone a plié bagage, elle employait du personnel letton sous contrat de travail letton pour 3,90 euros de l'heure quand un ouvrier suédois est rémunéré 15,50 euros. On aura tout compris au principe du capitalisme compassionnel.

Enfin, dans le petit monde syndical, ça bouge aussi. Le général Thibault², un comble, malmené par ses troupes qui ont osé ne pas penser comme lui, ne pas voter comme lui (82 % des « mandats » contre l'Europe). Monsieur est mécontent et fulmine contre le fonctionnement archaïque de son organisation. Mais, au fait, qu'en était-il de sa critique lors de son élection? Autre temps, autres mœurs. À Paris, c'est à en perdre son latin syndical, lors de la manifestation du 5 février, les métallos CFDT, c'est vrai qu'il n'y en a plus beaucoup, ont défilé avec une vieille banderole sur laquelle était écrit: « 32 heures pour travailler tous ». Les Chérèque³ (père et fils) n'ont qu'à bien se tenir. Pour Sud et la CNT qu'ils prennent bien garde à gauche, la CFDT revient. À moins, et il faut l'espérer, que ce ne soit qu'un champ du cygne.

Hugues
groupe Pierre-Besnard

1. Voir le Monde libertaire, n° 1386.

2. Selon le Robert: sorte de Chérèque de gauche.

3. Chérèque père avant d'être nommé préfet en Lorraine fut secrétaire général de la métallurgie CFDT, népotisme qui a écrit népotisme?

Une Europe virtuelle ?

AVEC PLUS DE 450 MILLIONS d'habitants l'Union européenne constitue désormais la plus vaste réunion d'États au monde. Le passage de 15 à 25 États membres fait que l'Europe n'est plus un petit groupe de pays mais un vaste ensemble où circulent allègrement les biens, les marchandises, les capitaux et les personnes pour le plus grand bénéfice des multinationales et de la finance, au détriment des travailleurs.

Plus l'Europe s'agrandira, plus le marché intérieur sera important et plus les entreprises européennes seront puissantes sur le marché mondial.

La volonté politique des dirigeants européens est de permettre aux capitalistes de jouer le premier rôle sur le plan des échanges mondiaux, dans l'organisation mondiale du commerce et dans d'autres organismes internationaux. L'Europe à 25 a déjà fait gagner grâce au marché unique plus de 75 millions de consommateurs supplémentaires. Les producteurs et exportateurs européens occupent ainsi une meilleure position sur le marché mondial.

Je n'ose imaginer ce que sera demain cette Europe aux multiples tentacules lorsqu'elle aura attiré dans son giron d'autres pays tels que la Roumanie, la Bulgarie, la Russie, la Turquie, la Croatie, l'Ukraine, etc. Les travailleurs européens ont du souci à se faire.

Et, si après le temps des empires et celui des nations, était venu celui des continents virtuels ? L'Europe n'est-elle pas en passe de devenir un OPNI (objet politiquement non identifié) ? Elle est soumise au diktat des commissaires européens, des technocrates qui par voies de circulaires, de décisions inventent toujours de nouvelles règles de fonctionnement pour servir les intérêts des grandes puissances.

L'Europe sans frontières qui se construit sous nos yeux se veut ambitieuse et planétaire mais elle ressemble plus à une auberge espagnole ou à un grand bazar. De cette super Europe, les travailleurs n'ont rien à attendre de bon, si ce n'est toujours plus de chômage, une accentuation de l'exploitation digne de l'esclavage, plus de délocalisation, la casse des services publics, la déréglementation du droit du travail et la diminution progressive des avantages acquis par la lutte de nos aînés. Ce n'est pas le contenu de la Constitution européenne ni les propos de Mme Haigerner, ministre déléguée aux Affaires européennes, qui se propose de nous donner toutes les informations pour comprendre la Constitution.

Je lui souhaite bien du plaisir car ce texte de 341 pages est proprement indigeste, inapte à la consommation. Ce n'est qu'une succes-

sion d'articles, de chapitres, de sections, de titres, de mots alignés qui pourront être interprétés, façonnés, adaptés selon les besoins des multinationales.

Cette Constitution n'est qu'un attrape-couillons. Jugez-en vous-même. L'article 1-3-3 est éloquent il dit « que l'union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive qui tend au plein emploi et au progrès social et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. Elle combat



l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant ».

Il faut oser écrire cela ! Le reste est du même tonneau. C'est la marque d'un cynisme politique et d'un immense mépris pour le peuple européen. Depuis 1973 nous sommes à notre cinquième élargissement et, à chaque fois, les conditions de vie des citoyens européens se sont un peu plus dégradées.

Alors, si l'on admet que ce texte, aussi flou et aussi neutre que possible n'est pas une Constitution au sens que ce terme revêt dans les ordres juridiques des États, comment comprendre que ces mêmes États se soient donné une Constitution tout en sachant que ce n'en est pas une ?

Si l'on admet que le texte qui va être soumis à l'appréciation des citoyens n'est qu'une « synthèse évolutive » de ce qui existait déjà, doit-on considérer que l'appeler Constitution revient à affirmer sa supériorité sur les « vraies » Constitutions des États membres. Cela risque de hisser cette « synthèse » au plan politique et il faudrait donc revoir les concepts avec lesquels le système juridique national fonctionne actuellement (souveraineté, représentation, démocratie, État de droit). La Constitution fera-t-elle des peuples de l'Europe une nation européenne ou continuera-t-elle de produire cette cuisine infâme dont le caractère sui generis tend à la rendre totalement indigeste aux citoyens européens ?

Mais, ce ne sont là que quelques-unes des questions que pose la Constitution européenne et qui nous renvoient à celle sans cesse reléguée à l'arrière-plan de la nature juridique de l'Union européenne : État, fédération, confédération, ou encore fédération d'États-nations ?

Ces questions fondamentales étaient déjà abordées par Proudhon quand il nous démontrait « que les mouvements nationalistes sont mis à profit par les nouvelles classes dirigeantes pour étouffer les revendications économiques et mieux conserver leur domination. L'écran de fumée ainsi créé permet, sans changer le système en profondeur, de conserver toutes les tares précédentes des monarchies, empires, seigneuries, avec l'illusion d'unité ».

Il pensait que l'organisation sociale est indissociable de l'organisation politique et que seul un fédéralisme (intégral) permettra à la société de s'épanouir dans la liberté et l'égalité. Plus loin, il dépassait les limites des fédérations locales pour s'interroger sur les relations plus larges de pays à pays. Il supposait un fédéralisme européen dans lequel les anciennes unités étatiques laisseraient la place aux confédérations.

Voilà une pensée qui est bigrement d'actualité ! Alors, citoyens européens n'écoutez pas les discours lénifiants et pontifiants des hommes politiques de tous bords, ne tombez pas dans le piège du référendum, ne votez ni oui ni non, mais abstenez-vous. Ne déléguez pas vos pouvoirs à des mandataires qui s'empresseront de vous trahir. Au lieu de légitimer, d'organiser le parlement européen, avec les libéraux organisez la société afin d'abolir l'esclavage et de libérer les individus du joug gouvernemental, patronal et religieux.

Justhom
groupe FA de Rouen

Amendes gratuites !

Réflexions sur les mutuelles de fraudeuses et de fraudeurs



Le RATP

LA LUTTE contre le système capitaliste et étatique doit penser l'utopie. Toutefois, elle a aussi besoin de s'ancrer dans des réalités sociales, de construire des outils de lutte et parfois de solidarité lorsque la répression et l'injustice sociale sont criantes. La lutte des transports gratuits pour tous n'y fait pas exception, tant les transports publics sont un instrument privilégié de l'apartheid social et de son contrôle par les fauteurs du système.¹

L'analyse des chiffres nous montre que la gratuité des transports ne coûte pas plus cher que l'accès payant ! Le ticket sert en réalité plus comme outil de contrôle des déplacements qu'à faire rentrer de l'argent dans les caisses des transporteurs. Le fait que les transports ne soient pas gratuits n'a pas de justification économique. D'autant que l'accès libre serait un premier pas vers une société plus écologique : la bagnole tue dans les accidents mais aussi par la pollution qu'elle dégage. Enfin, à l'heure où les privatisations se multiplient, réclamer les transports gratuits est une manière de rétablir des outils collectifs dans une société individualiste, pour que chacun puisse utiliser les transports sans discrimination.

Côté répression, rappelons juste qu'un

sans-ticket risque six mois de prison ferme et 7 500 euros d'amende s'il récidive, et ce depuis les lois LSQ de 2001 (sous l'empire des incorrigibles sociaux) et LSI de 2003 (sous l'empire des éternels versaillais actuellement au pouvoir).

Des expériences de résistance

Des habitants de Stockholm, Göteborg et Helsinki ont mis en place un outil de solidarité. Eux aussi sont victimes des mêmes logiques : contrôle et répression, marchandisation des services publics, amendes élevées (50 euros), généralisation des cartes électroniques pour la traçabilité des voyageurs, etc. Ces « free riders » (voyageurs libres ou sans-ticket) se sont regroupés pour créer des « bum funds » (to bum : vivre en parasite, aux dépens des autres), c'est-à-dire des mutuelles de fraudeurs. Au-delà du détournement salvateur de ce terme parasitisme dont on les accuse, le principe est celui de l'entraide : en échange d'une cotisation périodique, ces fonds collectifs prennent en charge tout ou partie des amendes auxquelles s'exposent ces usagers qui voyagent sans ticket (par nécessité ou revendication, peu importe).³

Le RATP : Réseau pour l'abolition des transports payants.

Évidemment, ce système au premier abord paraît idéal, notamment pour ceux qui luttent pour bouger librement : un bon moyen de s'organiser collectivement pour minimiser les effets de la politique répressive des transporteurs, et résister à la hausse des prix. Cela peut aussi être un moyen d'éviter la prison aux sans-ticket trop souvent verbalisés. Mais répondre à une urgence sociale est-elle la meilleure manière de lutter contre un système basé sur l'inégalité? Créer une mutuelle n'est-il pas une simple réforme du système ou peut-elle porter des outils qui permettent de préparer la révolution? En acceptant une tarification basée sur le montant des amendes, ne risque-t-on pas de construire un contre-modèle de transports payants?

Ensuite, quel intérêt de créer tels fonds s'ils sont vécus par les adhérents comme de simples assurances? S'il ne distinguent pas une mutuelle de fraudeurs de sa mutuelle habituelle? L'objectif de créer de tels outils doit-il être seulement d'indemniser les sans-ticket ou d'offrir plus largement un espace politique pour l'obtention des transports gratuits? En cela, les expériences nordiques sont intéressantes car elles sont le fait de personnes qui revendiquent le lien avec la lutte pour les transports gratuits sur un plan de justice sociale, de résistance au sécuritaire, de revendication écologiste, etc. Doit-on dès lors ouvrir de tels projets à toutes et tous ou sont-ils à envisager entre seuls militants politisés et qui aspirent à avoir un engagement politique?

Par ailleurs, l'outil est-il vraiment adapté à ceux et à celles qui en ont le plus besoin? La fraude est avant tout un problème de précarisation. Ces personnes peuvent-elles seulement assumer une cotisation mensuelle de 10 à 15 euros? D'autant plus que minimiser le coût collectif des amendes suppose – en France – de régler directement au contrôleur, afin d'éviter les frais de dossier. Les personnes précarisées ont-elles toujours 35 euros ou 40 euros prêts pour cette éventualité (car pour ne pas livrer trop de données personnelles, le paiement en liquide est préférable au chèque ou à la carte bancaire)? Ce système ne devient-il pas alors viable qu'avec et pour des « pas-trop-pauvres », abandonnant à leurs exclusions les plus démunis?

Comment s'organiser ?

Les formes à donner à de tels fonds mutuels : petites structures informelles de groupes affinitaires ou bien structure formelle et reconnue recherchant une base la plus large sont envisageables. Ce choix peut influencer aussi sur le mode de fonctionnement interne. Pour s'inscrire dans la logique libertaire de rupture que nous voulons donner à notre lutte pour les transports gratuits, ces mutuelles de résistance et d'entraide devraient privilégier un mode autogestionnaire. S'autogérer demande de rompre avec les modes de fonctionnement actuel de notre société et nos manières de faire (car c'est ce maudit fric qu'il va falloir autogé-

rer). De même, doit-il s'agir de seuls fonds mutuels d'entraide pour le règlement des amendes, ou de structures plus globales intégrant d'autres champs d'action? Une mutuelle de sans-ticket doit-elle faire de la politique et en a-t-elle les moyens? L'activité de gestion n'est-elle pas trop lourde?

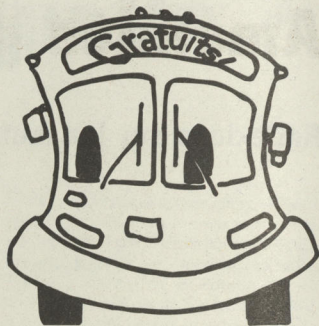
Alors seulement on pourra arrêter les éléments du modèle économique (arrogance du fric qui nous impose encore sa vulgarité!) en fonction du risque de contrôle, du niveau des amendes, de l'existence ou non de « franchise » demeurant à la charge de l'adhérent.e (comme le font les Finlandais à Helsinki), de la prise en charge ou non des amendes autres que tarifaires (pour outrage ou agression par exemple, dans la mesure où l'on sait que c'est parfois la seule interprétation du contrôleur qui fait basculer les contrôlés dans ces infractions, et qu'il s'agit bien aussi d'une répression à laquelle il nous faut résister), etc.

Bref, l'idée de telles mutuelles, lorsqu'elle est évoquée, est très souvent accueillie avec bienveillance et intérêt, tant elle apparaît comme une application pratique du bon vieux principe d'entraide. Appliquée au champ de la lutte pour les transports gratuits, ce type d'outil ne doit pas être dédaigné, mais il mérite d'être sérieusement débattu et réfléchi pour que sa mise en œuvre demeure cohérente et efficace dans ses buts et ses modes d'actions.

Maintenant, que cent fleurs s'épanouissent!

Le RATP

Un forum de discussion a été ouvert à ce sujet sur le site: <http://ratp.samizdat.net>



Pour approfondir la réflexion

– Brochure : « Textes sur la gratuité » du collectif Fraude de mieux (éd. Reflex, 2000).

– Brochure « Zéro euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous » (éd. du Monde libertaire & Alternative libertaire, 2002).

– Article « Retour sur les transports gratuits et autogérés » (Monde libertaire, n° 1350, du 11 au 17 mars 2004).

– Article « Déjà 5 % de prisonniers en plus » (Monde libertaire, n° 1354, du 8 au 14 avril 2004).

– Article « Du bon usage de l'art.18 » (Monde libertaire, n° 1355, du 15 au 21 avril 2004).

– Article « Transports gratuits vite » (Monde libertaire, n° 1367 du 16 au 22 septembre 2004).

– Article « Solidarité attitude » (Monde libertaire, n° 1372, du 21 au 27 octobre 2004).

– Article « Gares au travail » (Monde libertaire, n° 1379, du 9 au 15 décembre 2004).

– Brochure « Déplacements sous contrôle, manuel juridique de l'arsenal répressif dans les transports » du collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants, 2004), voir le site du collectif ou écrire, pour les conditions de diffusion.

– Un 4-pages irrégulier « Lignes Gratuites » du collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), trois numéros déjà parus.

Pour agir (en Île-de-France)

Collectif le RATP (« Réseau pour l'abolition des transports payants »), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Courriel: gratuit@samizdat.net

Site: <http://ratp.samizdat.net>

1. Rappel sémantique : le fauteur est celui qui profite et non celui qui est la cause. Dans l'expression « fauteur de trouble », la langue française désigne celui qui profite du trouble, mais le pandore obtus et le journaliste qui lui sert la soupe désignent celui qui a causé le trouble, ce qui permet, lors de mouvements sociaux, de punir les « caillasseurs » mais de laisser intouchés les « profiteurs » des violences : industriels de la « sécurité » et des techniques de contrôle (le capitaliste), police et armée (l'État), et religions (les Églises) présentées comme aptes à canaliser la violence... vers des barbares qu'ils ne restent plus qu'à stigmatiser!

2. Une étude a montré qu'il y aurait autant de morts sur les routes que via les maladies liées à la pollution.

3. Pour plus de détails, voir entre autres le site internet <http://www.planka.eu> et les contacts par courriel pummit@hotmail.com ou sthlm@planka.eu.

Aiguillon électrique

et grand show sécuritaire

LE BRACELET ÉLECTRONIQUE MOBILE, importé d'Amérique, consiste à faire porter une chaîne à la cheville des « délinquants », ainsi qu'une ceinture intégrant un dispositif de la taille d'un portable, reliées à un satellite (très pratique pour passer inaperçu à la piscine, ou à la visite médicale!).

Mais, son introduction en France risque d'être compromise. En effet, le Sénat a rejeté dix amendements sur dix-sept, prévus dans la proposition de loi sur la récidive préparée à la hâte par les députés, pour calmer les sarkoziens ivres de sécuritaire, qui voulaient déjà l'étendre aux détenus condamnés. Ce bracelet reste néanmoins envisagé pour un nombre limité d'auteurs d'infractions sexuelles ou encore, comme peine partielle lors d'une libération conditionnelle, pour les condamnés soumis à un suivi judiciaire.

Cette décision ne relève pas de l'indulgence des « bons sénateurs », mais uniquement du simple bon sens. En effet, premier argument de poids, pour qu'il soit efficace, ce dispositif mobiliserait trois personnes à plein temps pour en surveiller une seule. De plus, les « bons psychiatres » sont sceptiques sur son efficacité, considérant que « les meurtres horribles répondent à des pulsions par nature imprévisibles et que le taux de récidive en matière de délinquance sexuelle se situe à 1,3 %, une réalité qui va à l'encontre d'une idée reçue persistante ».

Badinter a également fait remarquer à ses petits camarades sénateurs que « cette surveillance totale, sinon totalitaire ne garantit aucun effet sur le psychisme du porteur et ne fera que lui rappeler en permanence, son statut de délinquant: d'outil dissuasif il pourrait se transformer en présence obsessionnelle, difficilement compatible avec toute forme de réinsertion ». Un autre homme de « bon sens » (quelques-uns, exceptionnellement, arrivent à passer par hasard à travers les mailles du filet de la connerie institutionnelle) a dénoncé, au sein d'un discours tout de même bien teinté de légalisme républicain:

« une loi-tract, faite pour la télé et pour frapper les esprits, plus que pour dire le droit et lutter contre la récidive ».

Bon, l'aiguillon électrique écarté pour un temps, ne nous réjouissons pas trop vite, car une autre réalité répressive est venue nous fouetter la tronche, au petit matin du 6 janvier 2005. Date de l'opération massive des contrôles d'identité devant 1800 établissements scolaires dits sensibles, ayant mobilisé la présence de 8000 policiers et gendarmes (accompagnés de chiens).

Beau coup de filet et, résultat des courses, plus d'une petite centaine d'interpellations, dont 85 pour possession de drogue (quelques grammes d'herbe), une quinzaine d'individus trouvés en possession de canifs de poche et quelques autres infractions au code de la route!

Les autorités, toujours satisfaites, ont déclaré que « cette opération de protection scolaire pour diminuer la délinquance sur la voie publique a permis de créer des contacts privilégiés avec les forces de sécurité ». En fait de contact, toutes les « bonnes chaînes de télé » dévolues aux autorités ont montré une haie de policiers armés jusqu'aux dents, figés le long des grilles d'un collège, les adolescents en rang devant eux, cartables aux pieds et chiens accros y cherchant leur dope! Ces images ont dû faire plaisir aux « bons électeurs »: les collégiens sont tous redevenus des délinquants en puissance. Jean Genet doit s'agiter dans sa tombe marocaine: on n'est plus loin de rouvrir les colonies style Mettray qui forgeaient, depuis leur création sous la III^e République, les « bons délinquants », jusqu'au temps des apaches des années 30, fleurant l'enivrant parfum des héros de Notre-Dame-des-Fleurs! Les « bons bourgeois » sont vraiment les rois des cons: au lieu de s'esbaudir devant leur poste de TV, ils devraient s'appêter à trembler devant ces armées voraces de sauvages!

Patrick Schindler
groupe Claaaash

Et encore merci au bulletin Que fait la police?



De l'esprit des lois

Jean-Marc Raynaud

QUAND, LE 30 NOVEMBRE 2004, à l'heure du laitier, les spadassins de l'antiterrorisme (une dizaine de cow-boys, comme dans les films) ont investi notre maison, quelle ne fut pas leur surprise de découvrir l'encart suivant, daté du... 31 octobre 2004 :

« À vous qui arrêtez déjà ceux qui hébergeaient des enfants juifs et autres pendant la Seconde Guerre mondiale :

1. Le café est prêt, il suffit d'allumer la cafetière.
2. Servez-vous de sucre.
3. Si le chien aboie, rassurez-le, il a toujours eu peur des bandits.
4. Nous dormons à l'étage. Merci de frapper avant d'entrer. Jean-Marc est cardiaque et n'apprécie que modérément les émotions fortes. »

La bleusaille (tous ces jeunes gens n'avaient pas la trentaine) frôla l'apoplexie.

Ainsi donc, non seulement nous les attendions depuis un mois (c'est bien connu, les terroristes attendent tranquillement pendant plusieurs semaines qu'on daigne venir les arrêter), mais, de plus, nous nous placions sur un terrain qu'ils n'aiment pas particulièrement : celui de la morale.

Leur réaction fut toute de violence et d'indignation.

« Vous n'avez pas le droit de nous comparer à... », nous dirent-ils en chœur. Le droit ?

De la relativité des lois

Depuis l'aube des temps toutes les sociétés humaines se sont dotées de règles. De règles édictées par les dominants du moment (et donc en leur faveur). De règles datées historiquement. De règles évoluant constamment au fil du temps et des rapports de force entre dominants et dominés... Ça s'appelle des lois !

C'est ainsi que lors de la Seconde Guerre mondiale, en France, il était parfaitement légal d'arrêter les gaullistes, les communistes, les anarchistes (cela va de soi), les juifs, ceux qui hébergeaient des enfants juifs et autres, etc., et de les envoyer là où l'on sait.

C'est ainsi qu'après la Seconde Guerre mondiale tout cela devint illégal et qu'il



devint, par contre, parfaitement légal d'arrêter les pétainistes, les collabos, etc.

De l'éthique ou d'une espèce de morale universelle

On s'en doute, si les lois humaines, qui sont toutes de circonstances, au point de rendre illégal ce qui hier encore était légal (et vice-versa), s'affichaient comme telles, elles auraient du mal à susciter l'adhésion du petit peuple qui, lui, les subit toutes.

Aussi, pour tenter de masquer le dérisoire de leur relativité, les lois humaines cherchent toujours à cacher leurs guenilles circonstancielles derrière les habits de lumière d'une certaine transcendance à l'odeur forte d'universalité.

C'est ainsi que les rois et les bedonnants cléricaux se disaient de droit divin. Que les petits marquis et autres hobereaux se targuaient d'être de sang bleu. Que ceux qui leur coupèrent la tête prétendirent le faire au nom du peuple... et de l'Être suprême. Que les nazis et tous les colonisateurs s'estimaient être d'une race supérieure. Que les moines soldats du marxisme étaient persuadés du bien-fondé scientifique de leurs délires totalitaires. Et que nos gouvernants d'aujourd'hui brandissent haut et fort l'étendard de la croisade contre le Grand Satan du terrorisme (celui des autres, évidemment).

Comme on le voit ces différentes tentatives de transcendance et d'universalisme confinent au pitoyable. Reste qu'elles ont existé de tout temps et que ce n'est nullement un hasard.

Les lois humaines, en effet, ne redoutent rien tant que l'émergence de cette rivière souterraine faite de quelques grands principes et de quelques grandes valeurs (liberté, égalité, entraide, autogestion, etc.) qui depuis la nuit des temps irriguent « l'âme » de ceux et de celles qui marchent debout et qui fait frontière entre l'animalité et l'humanité. De ce fleuve qui, depuis toujours, à l'occasion de crues sociales, sort de son lit et balaye, à grands coups de révolutions, l'ordre établi par les maîtres du monde du moment.

Cékoma. Ça a toujours été comme ça. Et ça sera toujours comme ça. L'être humain, par-delà sa propension à la bestialité, porte en lui une aspiration irrésistible à autre chose que la résignation à n'être qu'un estomac (plein ou vide) sur pattes. Ça s'appelle une espèce de morale universelle. Les droits de l'être humain. Ou... L'aspiration à une révolution sociale est de cet ordre. Comme... Ou...

Et les différents pouvoirs qui se sont succédés dans l'histoire humaine n'ont eu de cesse de tenter de s'approprier cette aspiration (en la dévoyant direction toute l'impasse réformiste, la départementale nationaliste ou l'autoroute religieuse) car ils ont toujours su que seule cette aspiration était susceptible de conférer à leurs grossiers appétits le Saint Graal ou la pierre philosophale de la LÉGITIMITÉ. Et nous en sommes toujours là!

J'étais fonctionnaire de catégorie C dans un camp de concentration

Pourquoi une demi-douzaine de jeunes crétiens et crétiennes de l'antiterrorisme ont-ils été choqués de se voir comparer « à ceux qui arrêtaient déjà... » ?

À l'évidence parce qu'ils pensaient qu'arrêter des gens hébergeant des enfants juifs est mal! Et ça, c'est bien!

À l'évidence, également, parce qu'ils pensaient qu'arrêter des gens hébergeant un fils de terroristes basques, ça n'est pas la même chose. Car ça implique obligatoirement une adhésion ou un soutien (même critique) au terrorisme.

À l'évidence, encore, parce qu'ils ont commencé à subodorer que tout cela n'était pas aussi simple. Because, notre vie toute entière démontre que nous avons toujours combattu le nationalisme, une lutte armée d'un autre âge et l'assassinat à la petite semaine terroriste ordinaire de troisièmes couteaux colonialistes et, surtout, d'innocents seulement coupables de ne pas adhérer à un délire. Et because, ceux qui arrêtaient des gens hébergeant des enfants juifs arrêtaient aussi ceux qui hébergeaient des enfants de communistes, de gaullistes, d'anarchistes, de socialistes, de gens de droite, etc., et autres résistants qualifiés sur le moment de... terroristes.

À l'évidence, enfin, parce qu'en revendiquant clairement le fait d'avoir hébergé, en quasi-connaissance de cause (au bout d'un moment), un enfant, certes de terroristes, mais en détresse scolaire, éducative et affective, nous les obligeons à répondre à la question qui tue, à savoir: les enfants sont-ils oui ou non responsables de leurs parents?

Bref, non seulement nous les avons ébranlé dans leurs certitudes antiterroristes (on peut héberger un enfant de terroriste sans être terroriste ou sympathisant du terrorisme; lors de la Seconde Guerre mondiale, auraient-ils, comme l'a fait la police française, arrêté les enfants des gaullistes qui, à l'époque, étaient qualifiés de terroristes?), mais, aux valeurs à deux francs qui leur servent d'étendard, nous

leur avons opposé des valeurs supérieures parce qu'universelles (les enfants ne sont pas responsables de leurs parents et tout enfant en détresse a le droit d'être scolarisé, éduqué et accueilli).

À moins de se la jouer profil bas du genre « J'obéis aux ordres et je n'étais qu'un fonctionnaire de catégorie C dans le camp de concentration de... », nos policiers antiterroristes ne pouvaient, donc, que s'indigner. Et, ce faisant, se condamner à démontrer l'injustice de certaines comparaisons.

Sans illusion aucune, on ne peut cependant que leur souhaiter bonne chance dans cette démarche. Ce que nous avons fait, en les rassurant du mieux que nous avons pu, c'est-à-dire en leur disant que le jour où ils seraient victimes de la répression (les terroristes d'un jour sont souvent les ministres de demain), nous nous ferions (nous qui n'avons pas toujours fait le bon choix en la matière en acceptant que certains de nos camarades deviennent ministres) un honneur de scolariser, d'éduquer et d'héberger leurs enfants.

Ils n'ont pas vraiment apprécié notre proposition, sans doute au motif qu'elle fleurait bon l'incongru vu notre état de prisonniers, menottés et soupçonnés de...

De nouveaux livres, nous la réitérons!

Légalité ou légitimité? Morale ou éthique? Est-il légal ou illégal d'accueillir un enfant de terroristes (basques, charentais, policiers ou autres)? Pour ce qui concerne les anarchistes, cette question est rigoureusement sans intérêt. Car sauf à se résoudre à n'être qu'un enfoiré ou un pleutre, accueillir un enfant tout court ne peut être que légitime. Comme de faucher des champs d'OGM, s'opposer au nucléaire, combattre l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain.

C'est une simple question de morale, et la morale, parce qu'elle relève de l'universel, primera toujours sur la loi qui, elle, relèvera toujours du circonstanciel.

Oui, bon, d'accord, mais la morale n'est-elle pas également circonstancielle? N'y a-t-il pas de bonnes morales et de mauvaises morales? Et quid de l'ordre moral qui voyage d'ordinaire dans les soutes de la morale? Ce ne sont pas des mauvaises questions!

Et c'est bien pourquoi les anarchistes, plutôt que de morale (un simple code de valeurs dominantes à un moment donné) préfèrent parler de principes et d'éthique. Car nos principes de liberté, d'égalité, d'entraide et d'autogestion qui sont les principes de toujours d'une espèce humaine qui, pour penser et se penser, aspirera toujours à l'essentiel de ce dérisoire et de cette chance formidable qu'est la vie, ont le double mérite d'être tout à la fois universels et clairs.

De ce point de vue, nos principes ne sont que fondateurs d'une universalité morale parmi d'autres (la religiosité, la démocratie, etc.). Alors, qui, au final, est en droit de déci-

der de l'universalité morale ou non (l'universalité comme la morale) de tels ou tels principes? Les anarchistes n'ont que l'éthique (la liberté fondamentale de chaque personne humaine de se penser par rapport à la pensée) à proposer.

Et, c'est clair, ça n'est pas un cadeau, car, est-il besoin de le préciser, l'éthique ça mettra toujours l'individu face à sa liberté et à sa responsabilité. Vous comprenez pourquoi ils nous ont relâché sans nous mettre en examen, sans nous inculper de quoi que ce soit et... sans excuses!

Être libre ou se reposer

Par-delà les lois du moment et la pression de médias aux ordres, les humains n'échapperont jamais à leur liberté!

À questions claires, il devra toujours y avoir réponses claires!

Lors de la Seconde Guerre mondiale, était-il ou non légitime (légal, c'est sûr) d'arrêter les juifs et ceux qui hébergeaient des petits juifs et autres, en sachant que cela signifiait les envoyer là où l'on sait?

Aujourd'hui, est-il ou non légitime (légal, c'est sûr) d'arrêter ceux qui accueillent des enfants basques ou autres? De collaborer avec la police (légalement ça n'est même pas sûr) quand elle lance des avis de recherche, non pour protéger un enfant (dans ce cas ce serait légitime) mais pour embastiller des accueilleurs d'enfants? De n'être que spectateur des procès intentés aux défenseurs de la vie que sont les faucheurs d'OGM? De tolérer l'intolérable et de supporter l'insupportable d'un capitalisme fou d'arrogance et de psychose suicidaire?

Camarades humains, je suis désolé de vous le dire, mais la réponse vous appartient!

Osez seulement dire que le présent vous satisfait!

Osez seulement dire que bien sûr, mais qu'enfin...!

Osez seulement ne rien dire!

Osez seulement refuser d'être ce que vous pouvez être!

Osez!

Du droit et du devoir d'insurrection

Camarades humains qui n'êtes que des humains, sachez que, par-delà vos histoires respectives, vos chances ou vos malchances d'avoir pu accéder à la culture et à la civilisation, vous n'êtes pas des animaux et que vous serez toujours maîtres de votre destin. Ça s'appelle la liberté!

Les lois vous inciteront toujours à...

Elles ne sont pas toujours mauvaises!

Votre conscience vous incitera quelquefois à vous en affranchir dès lors que...

Entre la lettre et l'esprit des lois, le choix vous appartiendra toujours!

Car même dans une société anarchiste, ne croyez surtout pas que...

« Chef, ils ne sont vraiment pas possibles! »

J.-M. R.

Tristes tropiques

Chronique d'un obscurantisme ordinaire

« Lorsque les Blancs sont venus en Afrique, nous avions les terres et ils avaient la Bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés: lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient la terre et nous la Bible. »
Jomo Kenyatta

LA GRANDE QUESTION qui fait débat à la Réunion depuis le 26 décembre 2004, est: « Dieu est-il responsable du tsunami? » Le plus sérieusement du monde, l'évêque de la Réunion, Gilbert Aubry, a publié, dans la presse écrite (le 14 janvier), une tribune libre (sic) intitulée « Dieu, le mal et nous », qui bien entendu disculpe Dieu, et qui, pour résumer, nous rend responsables, nous humains, de ce cataclysme, parce que Adam et Ève auraient mangé une pomme. Ne craignant pas le ridicule, M. Kichenapanaidou, le président d'un pseudo-groupe d'archéologie et de recherche, chargé par l'évêque d'écrire une Histoire de la Réunion « religieusement correcte », a disculpé Dieu, avec une argutie surréaliste: ce serait la succession des essais nucléaires souterrains (d'origine humaine, donc) qui aurait causé le tsunami. Seule pièce à conviction de ce brillant chercheur: une émission télévisée qu'il a vue dans sa chambre d'hôtel à Madras. Bel exemple de rigueur scientifique.

Le visiteur naïf s'étonne de la vigueur de la foi et des pratiques religieuses dans cette île. Il peut même s'extasier sur l'harmonie qui prévaut dans la cohabitation des différentes communautés, cliché qui est colporté par toutes les promotions pour le tourisme à la Réunion. Il est d'ailleurs très politiquement incorrect d'être anticlérical à la Réunion: vous pouvez désigner Raffarin, le Medef et qui vous voulez comme adversaire politique, mais surtout pas les institutions religieuses, y compris quand vous êtes (ou que vous vous dites) de gauche. Bien entendu, les religieux colportent les mêmes fadaïses, que l'on soit à Paris, Rome ou Saint-Denis-de-la-Réunion. Il faut le reconnaître néanmoins, plus qu'en France métropolitaine, l'Église catholique vampirise tous les champs de la vie sociale, et l'évêque ne se gêne pas pour donner son avis sur tout, sur la guerre en Irak, sur les grèves de 2003, au sujet des élections de 2004 ou maintenant à propos du tsunami. La collusion entre les institutions religieuses et le personnel politique est soigneusement entretenue par la presse et les élus eux-mêmes, dans une région où le clientélisme fait de certains maires de vrais nababs.



L'évêque et le préfet sont d'ailleurs les deux personnes avec qui il faut s'afficher dans sa commune.

Le passé colonial de l'île n'est pas étranger à cette chape de plomb que fait peser l'Église catholique sur la société réunionnaise. Je me plais à rappeler une des pages les plus sombres de l'histoire de la Réunion et de l'humanité: la période esclavagiste, qu'il est de bon ton de laisser dans l'obscurité (le « fœnoir » en créole), sauf chaque 20 décembre, date de l'abolition de l'esclavage (en 1848) instrumentalisée sans scrupule par tous les maires, et bien entendu par les religions. Cette pratique a été codifiée dans le fameux Code noir¹, texte de 1685 réglementant la pratique de l'esclavage dans les possessions françaises d'Amérique, étendu à la Réunion par les « lettres patentes » de 1723. Quelques articles de ce texte démontrent bien que la ferveur pour le catholicisme n'est pas si naturelle que ça dans les colonies et anciennes colonies: l'article 2 stipule que « tous les esclaves qui seront dans nos îles seront baptisés et instruits dans la religion catholique » tandis que l'article 3 interdit, « tout exercice public d'autre religion que la religion catholique » (article 3). L'article 4, quant à lui, enjoint les sujets du roi dans les colonies « d'observer les jours de dimanche et de fête », et défend aux maîtres de « travailler ni de faire travailler leurs esclaves auxdits jours ». On se doute bien que cette réduction du temps de travail des esclaves n'a pas été accordée par pure humanité, mais était la contrepartie d'un bourrage de crâne dont le

résultat est un contrôle social de la population, dont on récolte les fruits encore aujourd'hui. Toutes les punitions, allant de l'amende à la mort, en passant par la confiscation des esclaves, sont prévues dans le Code noir. Il serait bien sûr excessif de faire peser sur le Code noir tous les problèmes que connaît la société réunionnaise. L'Histoire n'incite cependant pas à s'extasier devant tant de ferveur religieuse.

La phrase de Jomo Kenyatta (1893-1978), premier président du Kenya indépendant, citée en préambule de ce texte, lui aurait été inspirée par un chef indien (de la nation des Hurons) Dan George. Les Amérindiens et les Africains: voilà des peuples qui ont subi cette arme de destruction massive qui s'appelle la Bible. D'ailleurs, puisque certains demandent que l'esclavage soit déclaré crime contre l'humanité, ce qui serait légitime, l'Église catholique devrait figurer au premier rang sur le banc des accusés. D'ailleurs, le général en chef, Jean-Paul II, plaiderait coupable lors de son voyage en Inde (novembre 1999): « Comme le premier millénaire a vu la croix être fermement plantée en sol européen et le deuxième dans celui de l'Amérique et de l'Afrique, puisse le troisième millénaire de l'ère chrétienne être témoin d'une grande moisson de foi sur ce continent vaste et vital. » Le forfait va donc se poursuivre...

Joël Grouffaud

1. Le Code noir, collectif, 1998, collection l'Esprit frappeur, édition Dagorno.

Mexique

Le mouvement ouvrier mexicain : les anarchistes

C'EST AU DÉBUT de l'année 1861 que Plotino Rhodakanaty, généralement considéré comme le précurseur des idées anarchistes au Mexique, débarque à Veracruz. Venu d'Europe pour créer une colonie agricole indépendante, il devra y renoncer et travailler comme professeur dans une école préparatoire. C'est là que, se servant de son poste pour convaincre ses élèves, il transmet son idéal socialiste libertaire à de jeunes étudiants qui, quelques années plus tard, seront les principaux leaders des premiers mouvements revendicatifs organisés, tant urbains que paysans.

Réunis dès 1863 dans un groupe d'étudiants socialistes, ils fondent en 1865 la société secrète La Social, qui se considère comme la branche bakouniniste du Mexique. Sous la direction d'un membre de La Social, Santiago Villanueva, la Sociedad Particular de Socorros Mutuos (fondée en 1853 par des artisans chapeliers) est réorganisée. Après cette société, qui fut la première association mutualiste du Mexique, il recrée l'Association mutualiste des tailleurs : la Sociedad Mutua del Ramo de Sastreteria, disparue dix ans auparavant. Contrairement aux premières organisations mutualistes créées dans les années 1850, ces nouvelles organisations, sous l'influence des étudiants révolutionnaires, revêtiront un caractère beaucoup plus revendicatif, d'autant plus que les conditions de vie se sont dégradées.

Ces organisations exigent des augmentations de salaire immédiates, la réduction des heures de travail, et se définissent comme des sociétés de résistance face à l'État et au capitalisme. Villanueva et Francisco Zalacosta (un autre membre de La Social) aideront également, le 15 mars 1865, les travailleurs des fabriques de textile de La Colmena (dans la ville de Mexico) et de San Ildefonso (un village près de Tlanepantla) à s'organiser au sein de la Sociedad Mutua del Ramo de Hilados y Tejidos del Valle de Mexico. Étrangement, l'inauguration de cette nouvelle société se fait en présence des propriétaires des fabriques. Ceux-ci n'avaient-ils pas conscience d'avoir affaire à un nouveau type d'organisation ? Toujours est-il qu'en décidant de prolonger la journée de travail, de réduire les salaires

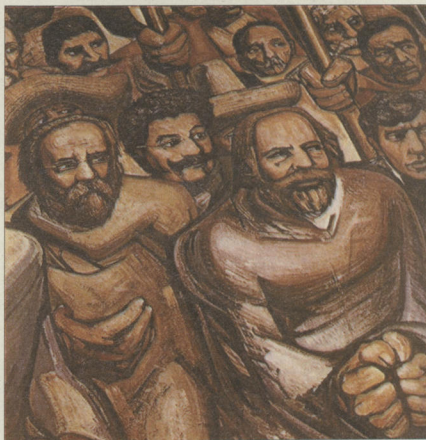
et de licencier des travailleurs, ils provoquent, le 10 juin, l'arrêt de travail des travailleurs de la fabrique de San Ildefonso et, le jour suivant, de La Colmena. Déclenchant ainsi la première grève de l'histoire du Mexique. Bien que les grévistes aient essayé d'obtenir la protection du gouvernement en lui adressant un manifeste sur leurs conditions de travail, celui-ci leur fit envoyer la troupe.

À San Ildefonso, elle fit feu sur les travailleurs et opéra de nombreuses arrestations. Avant d'être relâchés, les grévistes furent informés que s'ils revenaient à San Ildefonso, ils

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le Mexique connaît une industrialisation relative dans la région de Mexico, et le mouvement ouvrier naissant, stimulé par les révolutionnaires, se méfie du gouvernement instable et corrompu. Sous l'impulsion de Villanueva, Mexico entre dans une phase d'organisation intensive des travailleurs.

Après la chute de Maximilien, Epifanio Romero, le fondateur de la Sociedad Artística Industrial originale, revient à Mexico en 1867 et essaie, avec d'autres libéraux proches de Juárez, de mettre la Sociedad au service du nouveau gouvernement. Il s'ensuit une lutte d'influence au terme de laquelle les partisans de Villanueva conservent le contrôle de l'organisation.

Devant cet échec, Romero et Juan Carno, un autre partisan de Juárez, fondent le Conservatorio Artístico Industrial, organisation dont Juárez est nommé président d'honneur. Cependant, le prestige de Villanueva ne faiblit pas. Celui-ci ayant réussi à organiser les travailleurs de la fabrique de textiles de La Fama Montanesa (Tlaplan), son influence grandira quand ceux-ci obtiennent de meilleurs conditions de travail et une diminution des heures de travail à la suite de la première grève victorieuse du Mexique. Durant les mois de juillet et août 1868, de nombreuses associations proudhoniennes se créent dans ce climat : La Union de Trejedores de Miraflores, La Asociacion Socialista de Tipografos



seraient exécutés. C'est ainsi que la première lutte prolongée du Mexique se termina par une déroute.

Cependant, dans l'intention d'effacer l'échec de San Ildefonso, et profitant du fait que le gouvernement est plus préoccupé par la guerre contre les libéraux de Benito Juárez que par leurs efforts organisationnels, Villanueva et l'un de ses camarades, Hermenegildo Villavicencio, créent un nouveau groupe : la Sociedad Artística Industrial (nom repris à une organisation fondée en 1857 et disparue depuis). Entre la fin des années 1860 et le début des années 1870, cette société sera le centre des activités anarchistes et de l'organisation des forces du travail urbain.

Mexicanos, La Sociedad Mutua del Ramo de Carpinteros et l'Union Mutua de Canteros. Convaincus de la nécessité d'organiser les travailleurs au niveau national, Villanueva mènera un travail d'organisation intense. Mais si ce travail sera à l'origine de la création de la première organisation de travailleurs à prétention nationale, le Grand Cercle, celle-ci, malgré des précautions statutaires, sera également le lieu de luttes d'influences politiciennes. Et si, en 1876, le congrès voit le triomphe des partisans de l'abstention politique, celui de 1880 vote l'adhésion à Porfirio Díaz avant que l'organisation ne disparaisse en 1890.

Oit

Irak

Le peu de choses que je sais de l'Irak
par un ignorant de la question irakienne.



EN FEUILLETANT LA PRESSE, je suis tombé sur cette photo d'un soldat américain collant une affiche appelant à participer aux élections irakiennes. Une armée d'occupation organisant des élections libres! Cette situation ne semblait étonner personne. La presse qui peu de temps auparavant affichait de vagues sympathies pour la « résistance » ne parlait plus que de monstres sanguinaires faisant obstacle à la démocratie.

Et l'Irak vota

Unanimes, les observateurs le dirent : c'est une victoire pour Bush. Le soldat américain, en pleine campagne électorale, n'avait pas collé ses affiches pour rien. Une victoire pour Bush, ces élections qui font figure de symbole, comme la chute de cette statue gigantesque de Saddam Hussein dans Bagdad fraîchement libéré. Que l'on se rappelle : l'opinion internationale s'était alors largement mobilisée pendant des mois contre cette guerre. La statue du tyran s'effondra et, avec elle, la conviction pacifiste de beaucoup...

Le doute s'installe : et si nous nous étions trompés? Après tout le symbole de la tyrannie ne vient-il pas d'être mis à bas? Ce jour-là fut aussi une victoire pour Bush.

Un peu de science-fiction : imaginons, sans faire preuve d'une grande originalité, un scénario. Dans quelques semaines, quelques mois ou quelques années, l'administration américaine pointe du doigt l'un des pays de l'Axe du mal. La menace de guerre se précise, l'opinion internationale laisse entendre sa voix, des manifestations monstres ont lieu partout. La guerre est déclarée, les combats font rage, et le Mal est vaincu. Le régime tyrannique chute et quelques libérés laissent exploser leur joie devant les caméras. L'opinion internationale sera alors ébranlée. Comment s'opposer à cette joie, à cette liesse... Bref : « Comment ai-je pu m'opposer à la démocratie, moi un démocrate! »

Et, on le constate avec les élections irakiennes, la démocratie (cause toujours) forme un couple parfait avec l'économie de marché (marche ou crève). La première est un excellent faire-valoir de la seconde, d'autant plus facilement que la démocratie imposée par

leurs pays, comment la verraient-ils en Irak, puisqu'ils sont formatés à ne voir et penser que sous l'angle unique du pouvoir et de la diplomatie?

Lors d'une discussion sur l'Irak, mon interlocuteur s'évertuait à me présenter tous les enjeux du conflit, et cela sous différents aspects : militaire, religieux, économique...

Et ce qui ne devrait être que pure hypothèse devient certitude dans la bouche du spécialiste, ou encore spéculation quand il devient parieur comme un turfiste. Spectateurs, joueurs, contemplateurs de ce spectacle du monde... Ce spectacle avec ses crises, guerres, grands élans humanitaires, représente le monde comme une grande tragédie sans véritable issue, mais avec une lecture omniprésente : après les horreurs du stalinisme et du nazisme, le capitalisme (avec son faire-valoir démocratique) reste le système « le moins pire » pour l'humanité.

Le peu de choses que je sais de l'Irak, à savoir que des femmes, des chômeurs, des ouvriers s'organisent et luttent, constitue à mes yeux l'élément le plus intéressant et véritablement porteur d'espoir. À bien y regarder, cette réalité de la lutte des classes, cet élémentaire réflexe de classe sont bien plus riches de valeurs humaines réelles que les enjeux, réels certes, dont les médias nous rebattent les oreilles. En Irak, comme ailleurs, le monde capitaliste est une prison. Ses barreaux se nomment nationalisme, patriotisme, religion.

Laurent Fouillard

l'occupant offre plus de liberté que n'en offrait la dictature. Si l'on ajoute à cela que l'Occident aime à se croire bon, généreux, porteur de progrès et de civilisation, la propagande américaine pénètre facilement l'opinion malgré un antiaméricanisme plus ou moins virulent en fonction de la diplomatie des États.

L'antiaméricanisme

L'antiaméricanisme, en France, s'exprime de façon différente. Très présent lors de la deuxième guerre du Golfe, il ne s'exprime pas ou peu lorsque les Américains bombardent l'Afghanistan, l'ex-Yougoslavie ou Bagdad. Très logiquement, l'antiaméricanisme (qui est souvent une forme de nationalisme!) devient un phénomène de masse lorsque la diplomatie française l'exige... Les relations franco-américaines, suite à « la victoire de la démocratie en Irak », se réchauffent, dit-on. Préparez-vous, je vous le dis, à redevenir « tous américains »!

On le voit, le nationalisme (et donc l'antiaméricanisme), la croyance en la supériorité morale de l'Occident, la foi en la vertu démocratique, éloignent bien des individus des questions essentielles. Qui se bat? Pour qui? Pourquoi? La règle est la même que l'on se batte l'arme à la main ou en glissant un bulletin dans l'urne : chacun pour soi, pour le pouvoir, contre l'autre.

Et il est impossible aujourd'hui de dire ce que sera l'Irak de demain, aujourd'hui livré à la guerre entre factions religieuses, à la résistance à l'occupation américaine. Cette représentation de l'Irak, « l'anarchie irakienne » comme dit la presse, ne prend pas en compte l'autre réalité de l'Irak. Des femmes qui s'organisent, des chômeurs qui s'associent, une classe ouvrière qui fait preuve de combativité. Cette réalité est ignorée par les médias. Les journalistes ignorent la lutte des classes dans

Pour en savoir plus sur les luttes en Irak, un site : www.solidariteirak.org. On peut consulter également les dernières parutions du mensuel *Countdown alternatif*, notamment les numéros 142 et 145, ainsi que *Ni patrie ni frontières* dont le numéro 10 présente des textes issus de membres du Parti communiste ouvrier d'Irak.

Treize heures d'anarchie

Nestor Potkine

Le CIRA-LAUSANNE, centre international de recherches sur l'anarchisme, Beaumont 24, Lausanne, Suisse, est une mine d'or. On y déniché d'aussi jolis textes (merci à M. Morton et à Marianne Enckell) que celui-ci :

« Le 9 novembre 1965, vers 17 heures, à la centrale électrique Sir Adam Beck n° 2 de Queenston dans l'Ontario, un petit relais électrique de dix centimètres sur dix centimètres, mit en panne de courant un sixième du territoire des États-Unis. Et deux États du Canada, soit trente millions de personnes, pour une durée allant de un quart d'heure à treize heures. On peut remercier ce petit relais d'avoir, en plongeant la côte Est dans l'obscurité, mis en lumière d'excellents principes anarchistes ; la décentralisation, l'entraide, l'action directe, etc.

Dès qu'ils purent se réunir en dépit de l'obscurité, le président Johnson, le gouverneur de l'État de New York et le maire déclarèrent qu'ils étaient contre les pannes d'électricité. Ils ordonnèrent au FBI et à d'autres de lancer une enquête. La seule conclusion sera celle de la commission fédérale de l'Électricité, qui observera gravement que l'incident « ne se serait pas produit si le fonctionnement des réseaux électriques avait été surveillé avec plus de soin ». Ce rapport n'osa pas prononcer le mot de décentralisa-

tion. Mais il dut recommander des sources autonomes de courant pour les aéroports, les ponts, les tunnels, et rappeler qu'à Boston personne ne fut coincé dans le métro, alimenté par une source d'électricité indépendante (en d'autres termes, décentralisée). Il oublia les hôpitaux, ce fut le rapport de la ville de New York qui souleva ce point délicat.

Entre parenthèses, la statue de la Liberté, reliée au réseau du New Jersey (décentralisée donc) resta éclairée pendant toute la panne: pour une fois, elle disait la vérité...

Le blocage des transports, verticaux ou horizontaux, posa le plus de problèmes; six cent rames de métro bloquées, plusieurs centaines de passagers bloqués à l'intérieur pendant huit heures, et soixante d'entre eux pendant quatorze heures. Même là, le leitmotiv fut la solidarité. Une femme qui y resta six heures déclara: « Je n'aurais jamais pensé que les New-Yorkais puissent être comme ça. Ils semblaient libérés de toute leur colère. » Dans un wagon, quelqu'un dirigea un chœur de calypso et de battements de mains. Lorsque le conducteur arriva pour les emmener à la surface, des couples étaient en train de danser. Panique nulle part.

Une autre femme dit: « Notre conducteur apparaissait de temps en temps pour demander: « Ça va? », et nous lui répondions tous: « Très bien »; nous n'étions pas inquiets du tout ». Quelques âmes hardies quittèrent les rames et grimpèrent chercher les sorties de secours, puis retournèrent guider leurs compagnons d'infortune. Ailleurs, certains distrayaient les autres; un ténor ici, un joueur d'harmonica là, voire un joueur de cornemuse! Des chants en chœur en veux-tu en voilà. On échangeait ce qu'on avait de comestible au fond des poches, cacahuètes, bonbons, biscuits, aspirines. Un wagon se partagea des brioches et des tranches de saucisson, difficilement découpées au coupe-papier. À minuit, la direction du métro fit porter à manger à ceux que l'on n'avait pas encore évacués. Les employés découvrirent des passagers qui dormaient dans les bras les uns des autres: ils ne se connaissaient ni d'Ève ni d'Adam cinq heures plus tôt. Et pas un policier à l'horizon...

Pendant ce temps, les malheureux coincés dans les ascenseurs, quatre-vingt-seize rien que dans l'Empire State Building, subissaient leur sort avec la même placidité. Dans



l'immeuble de la RCA, un monsieur montra des postures de yoga. Quand les pompiers réussissaient à atteindre un ascenseur, leur première question était: « Y a-t-il une femme

contre combien d'émules de cette femme de ménage noire, qui conduisit avec sa lampe une avocate jusqu'à sa porte au dixième étage (ascenseur en panne), puis lui a donné deux

dans une ville de huit millions d'habitants à l'époque!

Pour une période de seize heures normale, en moyenne 380 personnes sont arrêtées à New York pour vol, effraction ou violence. Ce soir-là, 65.

Les feux rouges s'arrêtèrent tous. On ne déplora que 33 accidents d'automobile avec des blessés pour cette période!

Si quelques êtres humains se comportèrent en capitalistes, il y eut bien plus de capitalistes qui se comportèrent en êtres humains: Les grands magasins ouvrirent leurs portes, en particulier celles de leur rayon ameublement (avec petit déjeuner le matin, s'il vous plaît). Un traiteur offrit du caviar et du café à cinq cents personnes. Un magasin qui affréta deux bus pour ramener ses clients chez eux demanda à ses employés de faire la chaîne pour que les clients ne se perdent pas dans l'obscurité: ils firent la ronde, ce qui s'avéra bien plus drôle.

Au port, les navires descendirent leurs passerelles et hébergèrent 400 personnes dans les cabines de luxe. Les casernes, les terminaux aériens, les églises, les gares et certains salons de coiffure aux profonds fauteuils ouvrirent grand leurs portes.

À propos d'églises, les centaines de personnes qui dormirent sur les durs bancs de la cathédrale Saint-Patrick découvrirent qu'elle n'a pas de toilettes. Depuis quatre-vingts ans on envoie fidèles et visiteurs « à l'hôtel en face, ce qui prouve bien que le Bon Dieu est dans la merde ». Incroyable mais vrai, nombre d'hôpitaux ne disposaient pas de générateurs se mettant automatiquement en route en cas de panne; trente volontaires passèrent donc la nuit à se relayer pour faire marcher à la main des poumons d'acier!

Kropotkine a écrit: « Nous ne craignons pas de dire: fais ce que tu veux, comme tu le veux; car nous sommes persuadés que la grande majorité de l'humanité saura toujours se comporter et agir d'une manière utile à la société dès qu'elle se sera libérée des entraves actuelles. »

Et John Hewetson: « Bien loin de réclamer une autorité coercitive qui les force à agir pour le bien commun, les humains se comportent de manière sociale parce que la sociabilité est un instinct qu'ils ont hérité de leurs plus lointains ancêtres dans la chaîne de l'évolution... Sans cette tendance naturelle à l'entraide, les humains n'auraient pu survivre dans la lutte pour la vie. »

Après coup, les politiciens félicitèrent leurs concitoyens pour « leur splendide comportement », sans réaliser 1. Ce que ces félicitations avaient de condescendant 2. Que ce splendide comportement prouve que les politiciens sont inutiles.

Car cette rupture du courant électrique fut presque une vacance du pouvoir; pendant quelques heures, à New York, on arriva plus près de la véritable anarchie qu'aucun de nous n'aura le bonheur de l'être jamais. N. P.



enceinte? » On ne compte plus les fois où on leur répondit: « Pas si vite, on vient juste de faire connaissance! »

En surface, autant de solidarité et de coopération qu'en sous-sol. Sur les 4 000 autobus de New York, 3 500 roulèrent, mais, de loin, cela ne suffit pas. Des milliers de personnes firent donc du stop et furent emmenées par de parfaits inconnus. Les files d'attente aux arrêts de bus furent empruntées sans pousser, sans même profiter de la confusion pour ne pas payer! Il aurait été d'ailleurs exagéré de demander que ceux qui s'installèrent sur les pare-chocs des bus paient...

À New York, on aurait dit que la ville entière était en train de lire l'Entraide de Kropotkine quand la panne a frappé. New York est censée être la ville la plus dure, la plus égoïste du monde. Et la panne se produisit aux heures de pointe, avec 800 000 personnes dans le métro, et 100 000 dans les gares qui attendaient leur train, et on ne sait combien de milliers dans les étages supérieurs des gratte-ciel, et on ne sait combien de centaines dans les ascenseurs. Or, il n'y eut pas la moindre panique. Il n'y eut aucune vague de crimes ou de pillage, alors que les flics étaient très occupés à sauver des personnes en danger et à répondre aux urgences. 5 000 d'entre eux revinrent travailler, de même que 7 000 pompiers en permission.

Bien sûr, certains se sont comportés en bons capitalistes et vendirent des bougies un dollar la pièce, une course en taxi 50 dollars, une lampe électrique cent dollars... Mais

bougies, et a repoussé le pourboire de 5 dollars en disant: « C'est bon ma petite, ce soir, tout le monde s'entraide. »

Ou de cette femme aveugle, pour qui évidemment l'absence d'éclairage ne changeait rien, et qui, merveilleux retour des choses, guida les passagers de six rames hors du métro parfaitement obscur!

Des volontaires réglèrent la circulation avec leurs lampes de poche et leurs mouchoirs. Ceux qui avaient des transistors (et des piles en charge) se sont mis à écouter les nouvelles pour les partager avec tout un chacun. Les files d'attente étaient calmes devant les cabines téléphoniques, les restaurants, les cafés.

Une jeune fille déclara à un reporter: « On devrait faire ça plus souvent. Tout le monde devient bien plus sympa. On est une grande communauté, chacun a le temps de s'arrêter et de causer. » Time parla « d'un esprit de camaraderie et de gaieté, né dans la crise » et l'opinion générale fut que « les gens révélèrent le meilleur d'eux-mêmes ».

Évidemment, dans notre type de société, « les gens » ne peuvent donner que le pire d'eux-mêmes. C'est pourquoi l'absence de cette société – rappelons-nous que l'État avait quasiment disparu – permit à tous et toutes d'agir simplement en êtres libres.

Tout certes ne fut pas douceur et illumination pendant l'obscurité: une centaine de fenêtres furent brisées et une quarantaine de pilliers arrêtés (aucun en uniforme). Une douzaine seulement de magasins furent pillés,

55^e Berlinale : de héros et d'autres humains au défi de Carmen l'Africaine

Heike Hurst



I. L'Afrique et notre silence

« In the end, we will remember not the words of our enemies, but the silence of our friends. »

« À la fin, nous n'allons plus nous souvenir des paroles de nos ennemis, mais du silence de nos amis. »

Martin Luther King Jr.

SCÈNE BANALE. Dans la brousse : une femme sert à manger à son mari, il mange quelque chose à la cuillère. Puis il met sa casquette et dit : « Je vais travailler. » Ses outils de travail sont un bâton pour incendier, une machette pour couper. Ce n'est pas de la canne à sucre qu'il ira couper. Car ça se passe au Rwanda en 1994. Plus bas, dans les feuillages, une femme ensanglantée porte une jeune fille, suivie d'une autre. Toutes les trois se sont extraites d'un tas de cadavres. Elles ont survécu au massacre qui s'est déroulé à quelques centaines de mètres de là, où elles étaient pensionnaires et enseignante dans une école catholique qui accueillait des jeunes filles d'origine Tutsi et d'origine Hutu. Quand les tueurs se présentèrent, leur institutrice ne voulut ni les séparer ni les dénoncer. Cette femme dont le mari est parti « travailler » ouvre sa porte aux mitraillées miraculeuses, les aide à se reposer et à

panser les blessures, mais leur dit aussi de partir à la tombée de la nuit. Car son mari les tuera s'il les trouve. (Petit point d'histoire : à cette époque, la femme du président du Rwanda disait personnellement à tous ses subordonnés d'aller tuer les Tutsis. Et s'ils revenaient trop tôt, elle leur disait : « Vous n'avez pas assez travaillé ! » Aux procès qui suivirent certains affirmèrent, pour se disculper : « On traînait un peu, on y retournait pas tout de suite... »)

Ce n'est qu'une des scènes simples et fortes de *Sometimes in April* de Raoul Peck, film qui raconte l'histoire de ce génocide, survenu en 1994. Le film commence dans le présent, en 2004, au moment du tribunal qui juge, en Tanzanie, les crimes des génocidaires. Le film suit l'histoire de deux frères Hutu, racontée en de multiples flash-back : Honoré (Oris Erhuero), animateur à la radio de la haine, RTLM, qui incitait au meurtre des Tutsi, radio ne parlant d'eux qu'en termes de « cockroaches », de cafards, de vermine à éliminer. Son frère Augustin (Idris Elba), marié à une Tutsi, se souvient, à l'occasion d'une journée de commémoration du génocide en 2004, de tout ce qui s'est passé. Le film n'évoque pas seulement les massacres et leur organisation

(un million de personnes tuées), il dénonce vigoureusement la politique de non-intervention de tous les gouvernements concernés, des nations européennes, des États-Unis en particulier qui retirèrent leurs troupes au milieu des massacres et n'évacuèrent que les citoyens américains blancs et les ressortissants belges.

Un autre film, *Hotel Rwanda* de Terry George, raconte en revanche une histoire singulière, celle de Paul Rusesabagina, manager à l'Hotel des mille collines, qui réussit à protéger des Tutsis persécutés et des Hutus progressistes menacés affluant de toutes parts. Il va finalement sauver la vie de 1200 personnes ! Terry George fera de lui son conseiller technique. Sa présence sur le plateau va garantir la véracité des faits relatés et permettra de rester fidèle au vécu de Rusesabagina et les siens. L'acteur Don Cheadle crée un Paul Rusesabagina bouleversant. Le réalisateur Terry George craignait de ne pas être à la hauteur de cet homme d'exception qui affronta seul des milices déchaînées et réussit à organiser la résistance par fax quand les forces de l'ONU ne vont plus protéger l'hôtel. Le colonel (Nick Nolte) dit à Rusesabagina : « Vous n'êtes même pas des Nègres, vous n'êtes que des Africains ! » pour expliquer l'abandon par la



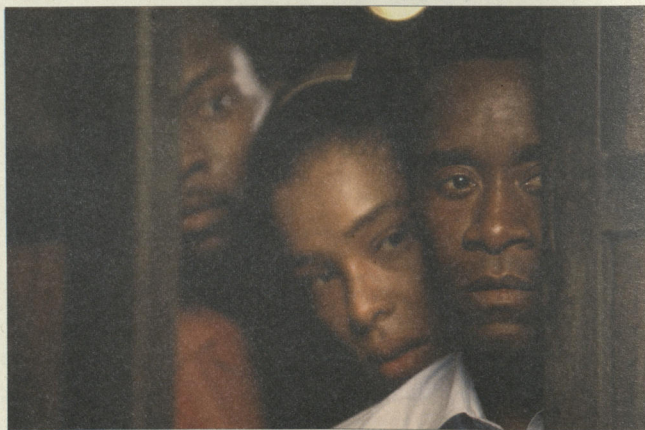
FORPROMU. Là aussi, il est question d'un couple mixte, ce héros des temps modernes veut d'abord sauver sa famille. Il est Hutu, sa femme est Tutsi et ils ont trois enfants. Et, en fin de compte, il sauve une communauté mixte à l'image de son couple. Il ruse avec les militaires, vide le coffre et les caves de l'hôtel pour acheter les bonnes grâces de ces tueurs en puissance qui font régner la terreur. Les deux films poursuivent donc le même but : raconter l'histoire de ce génocide, qui s'est passé quasiment sous nos yeux et sans intervention extérieure majeure. Après l'assassinat du président qui voulait négocier la paix, son avion a été abattu par un missile, plus rien et plus personne ne pouvait arrêter la volonté meurtrière des Hutus au pouvoir.

II. Corps suppliciés, corps martyrs

Des corps suppliciés de ces deux films sur le génocide rwandais, de l'éloge des personnes d'exception qui se sont mobilisées pour résister, il n'y a qu'un pas pour évoquer les corps martyrs, les volontaires pour attentats suicides dont parlent si volontiers les médias. Ce sujet

casse-gueule est traité comme une chronique de la vie quotidienne dans les territoires occupés. Hany Abu-Assad a tourné à Naplouse, en pleine occupation israélienne. *Paradise Now* conte l'histoire de deux amis, Khaled et Saïd. Sans emploi, sans perspectives d'avenir, ils sont prêts à se sacrifier pour la cause palestinienne, se faire sauter en semant la mort et la destruction. Et après, demande candidement Khaled ? Deux anges viendront vous chercher, répond le haut responsable. Une jeune femme, fille d'un combattant de la première heure tué par les Israéliens, sème le trouble dans leur esprit et dans leur cœur, car elle dit : « En faisant cela, vous fournissez l'alibi à la répression que vous dénoncez tant et dont vous êtes victimes. » Désignés pour une opération suicide, rasés et habillés de noir, comme pour un mariage, leur ceintures d'explosifs scotchés au corps, les deux amis se trouvent largués en territoire « ennemi ». Ainsi sont-ils obligés pour la première fois de réfléchir sur cet acte dont ils n'ont jamais mesuré l'enjeu. C'est un film poignant sur cette prise de conscience, un film bouleversant sur l'amitié, un film délicat sur le lien qui se tisse librement entre Suha (Lubna Azabal), Saïd (Kais Nashf) et Khaled (Ali Suliman). Un film enfin qui oppose la magnificence des paysages de la Palestine à ciel ouvert aux intérieurs oppressants, métaphore de l'enfermement des personnages à l'image du pays. Les mères (Hiam Abbas joue la mère de Saïd) implorent et font à manger. Abu-Assad pose son regard critique sur les responsables de l'organisation qui, à force d'envoyer des jeunes se faire sauter, sont devenus des gestionnaires de martyrs sans état d'âme et sans générosité, de vrais commerçants de la mort.

(Le film a obtenu le prix AGICOA, prix du meilleur film européen, par ailleurs, le prix le plus doté du festival, 25 000 euros, une décision formidable, utile, car l'argent permettra au réalisateur d'écrire et de continuer à tourner.)



III. Sophie Scholl, une Jeanne d'Arc allemande

La volonté de se donner entièrement à une cause, au risque de perdre la vie, n'est pas une idée neuve en Europe. Mais ceux qui s'engageaient sous le III^e Reich, dans une entreprise qui pouvait leur coûter la vie, n'étaient pas très nombreux. Les historiens parlent de 2 % de résistants dans la population allemande, résistants repérés, car réprimés, exécutés ou emprisonnés, donc recensés.

Ceux qui ont tendu la main anonymement ne sont évidemment pas dans ces statistiques. Le groupe de la Rose blanche (Weisse Rose) se constitue autour de Sophie Scholl, et de son frère Hans. Printemps 1943, Stalingrad est tombé, le maréchal Paulus capitule, mais l'appareil de répression se déchaîne pour que le défaitisme et le découragement ne gagnent pas l'armée et la population. Briser le moral des troupes est une « haute trahison » punie de mort. Après avoir distribué des tracts dans l'enceinte de l'université de Munich, Sophie et son frère sont arrêtés. La Gestapo les interroge séparément, montre des aveux de l'un à l'autre pour les faire craquer. Sophie tient bon et invente au fur et à mesure une histoire qui trompe même l'interrogateur de la Gestapo. Elle lui tient tête pendant cinq heures et puis ne demande ni clémence ni peine plus légère, car pour elle, ça serait trahir son idée.

Au contraire, quand elle est confondue, elle le revendique et dit: « Oui, je l'ai fait et j'en suis fière! » Pour l'exemple, Sophie et ses amis sont exécutés, elle est décapitée, elle n'avait que 21 ans. « Heute hängt ihr uns und Morgen werden eure Köpfe rollen! » (Aujourd'hui, vous nous condamnez à mort, mais demain ce sont vos têtes qui vont tomber!), dit-elle au juge enragé, Freisler, dépêché de Berlin pour le Tribunal du peuple qui condamnait avec des lois d'exception. Le film se base sur les protocoles des interrogatoires. De là viennent les dialogues brillants, intelligents et clairs qui constituent le cœur du film. Le corps de Julia Jensch (Prix d'interprétation féminine), sa voix, la vibration de sa volonté résistent à toutes les tentatives de Mohr (le SS de la Gestapo) de l'infléchir, qui voudrait finalement qu'elle sauve sa tête pour vivre! Mais au lieu de renier son idée comme Galilée, elle choisit la mort. Comme Luther, comme Jeanne d'Arc, elle ne peut que clamer sa vérité. Dans l'histoire, on le sait, ça se termine toujours plus mal pour les femmes. On peut mourir pour une parole. Pour une parole donnée, pour une parole reprise.

Sophie Scholl. Les derniers jours rafle deux prix, celui de la meilleure interprétation féminine (prix mérité) et celui de la meilleure mise en scène. C'est vrai qu'il nous impressionne par la force de l'argumentation, c'est un film de thèse, de procès, d'interrogatoire, mais ce n'est pas de la bonne mise en scène de nous faire comprendre des choses uniquement par la parole. C'est tout le contraire qui devrait se passer dans un film de cinéma: de

nous faire comprendre justement par les images ce que Sophie ressent...

IV. L'héroïsme des corps jouissants: Carmen, l'Africaine

Un film à la gloire de Georges Bizet et de Prosper Mérimée: ce texte écrit en 1845 (première à l'Opéra en 1875) ne se démode pas: cette adaptation s'est faite en collaboration avec l'interprète principale, Pauline Malefane, qui campe une Carmen inédite, volcanique, une bombe érotique à la chair opulente. Un visage de déesse khmer, un corps vaste, elle les séduit tous, les gendarmes et les voleurs, les hommes et les femmes. « Si tu m'aimes, gare à toi! »

Quand elle chante cette annonce de réjouissances futures, on a la chair de poule. Cette Carmen ne ressemble à aucune autre. Elle travaille dans une usine de cigarettes. Elle adore le chant, et c'est l'actrice Pauline Malefane qui chante et nous enchante. Le plot est connu mais quelle inventivité dans l'exécution de tous ces numéros, de toute cette musique que nous savons siffler les yeux fermés et pourtant, là, elle correspond aux plus petits gestes quotidiens, aux disputes de la vie, devient ce fil conducteur

qui nous mène dans les huttes du township près du Cap et qui nous installe à côté des ouvrières, dans leurs baraques rudimentaires, où tous ces gens sans travail, sans horizon... sont artistes de la vie, de la jouissance de la vie. Quel devenir, à part être policier, devenir soldat ou contrebandier. La liberté, semble dire Carmen, elle n'est pas dans ce qu'on fait, elle est dans ce que tu as au fond du cœur. Cette Carmen-là est une femme libre et, dans cette société, laminée par l'apartheid et corrompue dans toutes ses instances, il n'y a que des gens qui veulent posséder... qui veulent la posséder. Carmen va mourir parce qu'elle veut vivre libre!

Les dix années d'indépendance de l'Afrique du Sud ne changent rien à l'affaire. Jamais, on n'aura vu les gens des townships filmés comme ça. Un Ours d'Or surprenant, mais brillant de l'éclat et du feu d'artifice que ces femmes qui ne correspondent en rien à notre idéal de beauté, savent créer avec un rien. Une langue qui claque, une démarche qui parle, une robe qui tourne: voici un film qui donne du bonheur: U-Carmen eKhayelitsha de Mark Dornford-May. Le film est parlé dans la langue Xhosa.

H. H.



Les Républicains espagnols au camp de Mauthausen

souscription

LES EDITIONS TIRÉSIAS présentent les Républicains espagnols au camp nazi de Mauthausen. Le devoir collectif de survivre. Cet ouvrage bilingue espagnol-français regroupe les témoignages écrits par ces hommes sur leurs tragiques expériences concentrationnaires et restitue l'ampleur du drame vécu par les républicains espagnols, défenseurs de la liberté et pourfendeurs de toute dictature.

La noire légende des 186 marches, la résistance pour la survie, la solidarité, la volonté de témoigner, la libération, le bonheur mêlé à la douleur...

L'ambition de ce livre est de pouvoir saluer dignement le soixantième anniversaire de la libération du camp de Mauthausen (le 5 mai 2005).

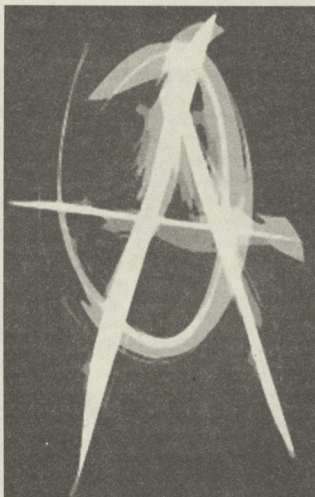
Prix de souscription: 36 euros + 5 euros de port (pour la France)

Si le nombre des souscripteurs n'est pas atteint, les chèques seront renvoyés. Dans le cas espéré de la publication, ils ne seront encaissés qu'à la parution du livre.

Souscrire auprès des éditions Tirésias, BP 249, 75866 Paris cedex 18.

Tél.: 01 42 23 47 27, Fax: 01 42 23 73 27.

Lyon



Belgique

Exposition « L'anarchisme à la une »

Les idées des grands théoriciens anarchistes tels que Stirner, Proudhon, Bakounine et Kropotkine, connus grâce aux portraits et biographies, se confrontent au sein d'un premier espace réservé à la définition du concept. Quelques figures emblématiques de l'anarchisme belge côtoient les grands noms du mouvement: Ernestan, Hem Day, Léo Campion, Jean De Boë.

Anti-autoritarisme, anti-militarisme, anti-déréalisme, universalisme, voici les grands thèmes de l'anarchisme que retrace « L'anarchisme à la une », comme autant de clefs de lecture, afin d'appréhender le courant

de pensée à travers des textes issus de brochures, de cartes postales, d'ouvrages et de journaux.

Du 23 février au 12 juin 2005 au Mundaneum, 76, rue de Nimy à Mons.

Exposition et Mundaweb ouverts du mardi au dimanche de 12 à 18 heures.

Entrée de l'exposition: 2,50 euros. Tarif réduit (enfants, étudiants, demandeurs d'emplois, seniors et groupe de plus de 10 personnes): 1 euro.

Visite guidée: 25 euros (groupe de 25 personnes maximum)

Infos: +32 (0) 65/31.53.43

Radio libertaire

Jeudi 24 février

Si vis Pacem de 18 à 19h30

Mounamitié. Invité: Gérard Durand, secrétaire perpétuel des Amis de la vie.

Entre Chiens et Loups de 20h30 à 22 heures,

Johanna Schipper viendra parler de Une par une, BD érotique sur les femmes auteures, parue aux éditions de L'An 2.

Vendredi 25 février

La grenouille noire de 21 à 22h30

Émission écolo-libertaire qui aura pour thème l'irradiation des aliments, avec comme invités Public Citizen et Action Consommation.

Samedi 26 février

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30

L'Australie blanche a une histoire noire. Reportages de Morgane du Liège.

Lundi 28 février

Les destinées de l'Histoire de 18 à 20 heures

Avec Louis Capart pour son passage au forum Léo-Ferré, les jeudi 3, vendredi 4 et samedi 5 mars et aux lundis de la chanson du 20^e Théâtre en compagnie de Gilles Servat.

Mercredi 1^{er} mars

Pas de Quartier de 18 à 19h30

Un petit reporter de l'émission est allé interviewer Lucio, militant de longue date, qui a livré ses impressions sur le mouvement anarchiste aujourd'hui. Tous à vos postes à galènes!

Mercredi 2 mars

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Émission autour de Willie Dixon.

Samedi 5 mars 2005

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30

Bab-Errih, Ghania Hammadou (Paris Méditerranée).

89.4 MHz
en région
parisienne

Jeudi 24 février

Strasbourg

Conférence-débat organisée par la Fédération anarchiste, sur les Bourses du travail, par David Rappe, auteur d'*Histoire de la Bourse du travail de Lyon, des origines à 1914*, à 20 heures, à la Maison des associations, place des Orphelins.

Vendredi 25 février

Montpellier

Le groupe Un autre Futur, de la Coordination des groupes anarchistes, organise une soirée débat autour de l'actualité des luttes au Chiapas avec deux membres du collectif de solidarité Chiapas-Mexique de Toulouse. Le film *Le Feu et la Parole* sera projeté en introduction au débat, à 20h30 à la Librairie La Mauvaise Réputation, 20, rue Terral.

Besançon

Café-Polar à la librairie l'Autodidacte avec Luna Satie au 5, rue Marulaz, à 20h30.

Samedi 26 février

Lyon 1^{er}

Conférence débat à la mémoire de Louise Michel et de la Commune de Paris, à 15 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, métro Hôtel-de-Ville.

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Claude Guillon, auteur du livre *Le Droit à la mort*, à 20h30, au 1 bis, rue Emilie, près de la gare RER E.

Ivry

« Coup de chapeau » à Jacques Debronckart, au forum Léo-Ferré, à 19 heures, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Téléphone et réservations au 01 46 72 64 68.

Dimanche 27 février

Ivry

« Coup de chapeau » à Jacques Debronckart, au forum Léo-Ferré, à 17 heures, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Téléphone et réservations au 01 46 72 64 68.

Jeudi 3 mars

Paris 11^e

Fred Alpi en concert au Zèbre-de-Belleville, à partir de 20 heures, au 63, bd de Belleville.

Ivry

Louis Capart en solo à partir de 19 heures au forum Léo-Ferré, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Téléphone et réservations 01 46 72 64 68

Vendredi 4 mars

Ivry

Louis Capart en solo à partir de 19 heures au forum Léo-Ferré, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Téléphone et réservations 01 46 72 64 68.

Samedi 5 mars

Ivry

Louis Capart en solo à partir de 19 heures au forum Léo-Ferré, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Téléphone et réservations 01 46 72 64 68.

Jeudi 10 mars

Paris 11^e

Débat autour de la misère humaine en milieu publicitaire organisé par la librairie Quilombo au CICP, 21 ter, rue Voltaire à 19h45.

Vendredi 11 mars

Vénissieux

Représentation des *Monologues du Vagin* à la salle Erik Satie, rue Prosper-Allfaric, métro Vénissieux, à 20h30. PAF : 7 euros.

Samedi 12 mars

Paris 18^e

Rencontre-débat avec Jean-Manuel Taimond, autour du thème de La critique du progrès technique d'après Ivan Illich, Jacques Ellul et Paul Virilio, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

Vendredi 18 mars

Besançon

Rencontre publique organisée par le groupe Proudhon de la FA sur le thème de l'Altermondialisme et l'anticapitalisme, avec Michel Barrillon et l'équipe de la revue Charivari, au 5, rue Marulaz, à 20h30

Samedi 19 mars

Gand (Belgique)

5^e foire internationale du livre alternatif & libertaire à «De Centrale», Kraankinderstraat 2, de 10 heures à 20 heures. Entrée libre.

Samedi 21 mai

Paris 18^e

Rencontres-débats avec Eric Hazan, autour de son livre: *Chroniques de la guerre civile*, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

agenda



